

Comptes annuels

07	—	140	Comptes annuels
		140	Introduction Comptes annuels
		144	Comptes annuels maison mère
		144	Compte de résultat
		145	Bilan
		146	Tableau de financement
		147	Tableau des capitaux propres
		148	Principes régissant l'établissement des comptes
		165	Rapport de l'organe de révision sur les comptes
		166	Comptes du groupe
		166	Compte de résultat
		167	Bilan
		168	Tableau de financement
		169	Tableau des capitaux propres
		170	Principes régissant l'établissement des comptes
		174	Annexe
		187	Information sectorielle
		189	Liste des participations
		191	Rapport de l'organe de révision sur les comptes consolidés



Comptes annuels

Introduction à la partie financière

Les chiffres-clés ci-après se rapportent aux comptes annuels de la maison mère.

Indicateurs

mio. CHF			
	2017	2018	Evolution
Compte de résultat			
Produits d'exploitation	1 595,2	1 650,1	54,9
Charges d'exploitation	-1 567,1	-1 636,1	-69,0
Résultat d'exploitation	28,1	14,0	-14,1
Résultat financier	1,4	10,6	9,2
Impôts	-	-17,8	-17,8
Résultat annuel	29,5	6,8	-22,7
Bilan			
Liquidités	135,5	117,8	-17,7
Actifs immobilisés	703,2	697,4	-5,8
Fonds propres	422,7	429,5	6,8
Total du bilan	1 090,9	1 042,7	-48,2
Tableau de financement			
Investissements	77,9	92,0	14,1
Free cashflow	-45,4	-117,6	-72,2

La SSR clôt l'exercice 2018 sur un bénéfice annuel de 6,8 millions de francs (2017: 29,5 millions).

Chiffres-clés du bilan

Maison mère			
	2017	2018	Evolution
Degré de liquidité II			
Liquidités et créances en % des engagements à court terme	73,8%	223,5%	149,7%
Degré de couverture des actifs immobilisés II			
Actif immobilisé en % des dettes financières à long terme et des capitaux propres	95,7%	111,8%	16,1%
Ratio des capitaux propres			
Capitaux propres en % du total du bilan	38,8%	41,2%	2,4%

Le degré de liquidité II a progressé de 149,7 points de pourcentage pour s'établir à 223,5 % étant donné que les redevances perçues d'avance ont été ramenées à zéro suite au changement de système.

Commentaire du compte de résultat

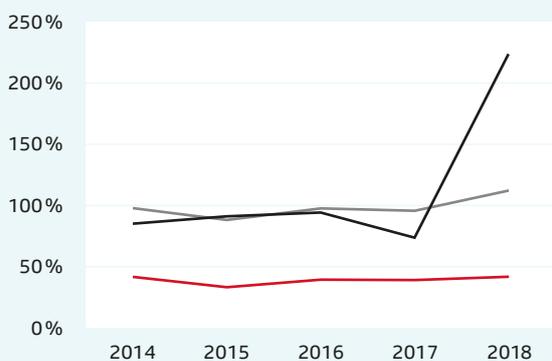
La SSR clôture l'exercice 2018 avec un résultat annuel stable de 6,8 millions de francs. Et ce malgré la baisse des recettes issues de la redevance de réception et la poursuite du recul des recettes commerciales. Parallèlement, les charges de programme et de production ont augmenté, en raison notamment des grands événements sportifs. Pour la SSR, 2018 a été l'année de la votation No Billag et du lancement d'un programme d'économies et de réinvestissement.

La SSR revient sur une année riche en événements : 2018 a d'abord été marquée par la votation de l'initiative No Billag, précédée d'un grand débat relatif au rôle du service public. Puis, dès le printemps, la SSR a dû mettre sur pied un programme d'économies et de réinvestissement d'une valeur totale de 100 millions de francs. 80 millions de francs sont dus à la baisse et au plafonnement des recettes de redevance, à la baisse des recettes commerciales de la SSR et à de nouvelles charges dans son mandat de prestations. Par ailleurs, la SSR prévoit de réinvestir 20 millions de francs dans ses programmes (fictions) et dans le développement d'une nouvelle offre digitale. 11,2 millions de francs pour le plan social et 34,1 millions de francs pour des coûts supplémentaires de restructuration ont été provisionnés sur l'exercice 2018 afin de préparer le plan d'économies qui a débuté en 2019.

Les recettes issues de la redevance de réception ont diminué de 12,1 millions de francs par rapport à l'exercice précédent. Cette baisse est due aux coûts générés par le changement de système de perception de la redevance. Comme lors des dernières années, les recettes commerciales ont continué à baisser (-11,9 millions de francs). Cela s'explique par l'évolution du marché de la publicité, notamment par une réorientation des dépenses publicitaires vers les canaux numériques. Les charges de personnel ont augmenté de 20,4 millions francs, une augmentation principalement expliquée par les provisions faites dans le cadre du programme d'économies et de réinvestissement et, dans une moindre mesure, par l'évolution de la masse salariale. Les charges de programme et de production ont, quant à elles, progressé de 50 millions de francs en 2018. D'une part, cela s'explique par les coûts des droits de diffusion et de production de grands événements sportifs tels que les Jeux olympiques d'hiver à PyeongChang ou la Coupe du monde de football en Russie. D'autre part, la SSR a constitué des provisions dans le domaine de la distribution. Enfin, la SSR a vendu un terrain, réalisant un bénéfice après impôts de 63,2 millions de francs, ce qui a permis une augmentation des recettes de 54,3 millions de francs par rapport à l'exercice précédent. Au total, la SSR a clôturé l'exercice 2018 avec un résultat équilibré de 6,8 millions de francs.

Le plan de réforme 2019 continuera d'occuper la SSR durant l'exercice en cours. L'objectif est toutefois de minimiser l'impact sur l'offre de programmes et sur le personnel. Par conséquent, la mise en œuvre des mesures de réduction des coûts prendra du temps. L'objectif du plan de réforme est de permettre à la SSR de revenir à un résultat équilibré à partir de 2020, après un résultat négatif attendu pour l'exercice en cours.

Evolution des chiffres-clés du bilan 2014–2018



■ Degré de liquidité II ■ Ratio des capitaux propres
■ Degré de couverture des actifs mobilisés II

Evolution des charges et des produits 2014–2018



■ Produits d'exploitation ■ Charges d'exploitation

Compte de résultat et bilan en comparaison pluriannuelle

mio. CHF					
	2014	2015	2016	2017	2018
Redevances radio/TV	1 210,4	1 195,5	1 217,9	1 218,5	1 206,4
Recettes commerciales	370,6	340,5	326,5	300,2	288,3
Autres recettes	70,1	71,3	96,3	76,5	155,4
Produits d'exploitation	1 651,1	1 607,3	1 640,7	1 595,2	1 650,1
Charges de personnel	685,5	791,4	666,6	691,7	712,1
Charges programme et production	628,9	609,5	600,6	580,6	630,7
Charges administratives et publicitaires générales	115,4	99,2	103,0	103,9	108,4
Amortissements et corrections de valeur	79,5	78,7	100,0	65,6	64,1
Autres charges d'exploitation	138,5	132,3	143,7	125,3	120,8
Charges d'exploitation	1 647,8	1 711,1	1 613,9	1 567,1	1 636,1
Résultat d'exploitation	3,3	-103,8	26,8	28,1	14,0
Résultat financier	1,5	13,8	-1,7	1,4	10,6
Impôts	-	-	-	-	-17,8
Résultat d'entreprise	4,8	-90,0	25,1	29,5	6,8

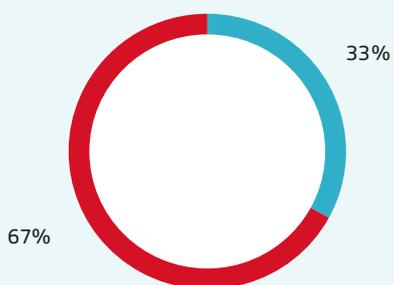
Les comptes annuels 2018 affichent un bénéfice d'entreprise de 6,8 millions de francs.

	2014	2015	2016	2017	2018
Actifs circulants	428,6	456,5	390,4	387,7	345,3
Actifs immobilisés	750,5	728,5	685,4	703,2	697,4
Actifs	1 179,1	1 185,0	1 075,8	1 090,9	1 042,7
Capitaux étrangers à court terme	400,2	415,3	350,9	369,4	193,3
Capitaux étrangers à long terme	294,8	375,6	305,7	298,8	419,9
Fonds propres	484,1	394,1	419,2	422,7	429,5
Passifs	1 179,1	1 185,0	1 075,8	1 090,9	1 042,7

Le total du bilan recule de 48,2 millions pour s'établir à 1042,7 millions de francs.

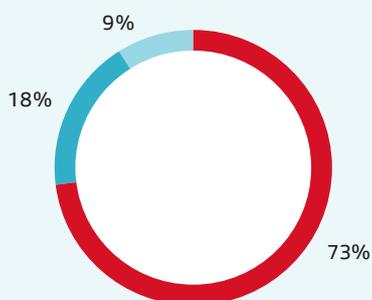
Comptes annuels

Fortune 2018



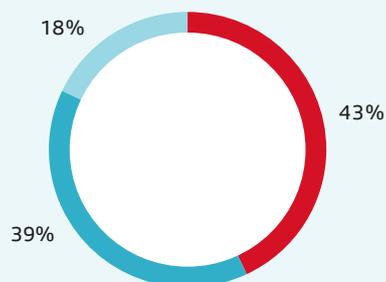
- Actifs immobilisés
- Actifs circulants

Produits d'exploitation 2018



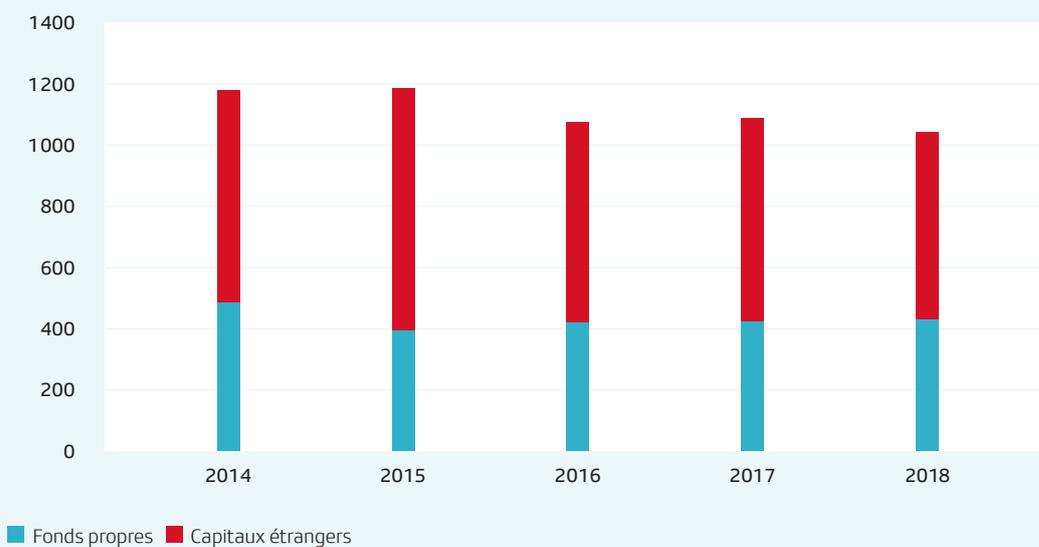
- Redevances radio/TV
- Recettes commerciales
- Autres recettes

Charges d'exploitation 2018



- Charges de personnel
- Charges programme et production
- Autres charges d'exploitation

Evolution du bilan 2014-2018



- Fonds propres
- Capitaux étrangers

Comptes annuels maison mère 2018

Compte de résultat

CHF 1000	Annexe	2017	2018	Evolution
Redevances radio/TV	M1	1 218 516	1 206 422	-12 094
Recettes commerciales	M2	300 156	288 276	-11 880
Autres recettes	H3	76 560	155 380	78 820
Produit d'exploitation		1 595 232	1 650 078	54 846
Charges de personnel	M4	691 682	712 105	20 423
Charges programme et production	M5	580 599	630 654	50 055
Charges administratives et publicitaires générales	M6	103 934	108 400	4 466
Amortissements et corrections de valeur	M7	65 643	64 087	-1 556
Autres charges d'exploitation	M8	125 210	120 838	-4 372
Charges d'exploitation		1 567 068	1 636 084	69 016
Résultat d'exploitation		28 164	13 994	-14 170
Résultat financier	M9	1 374	10 663	9 289
Impôts	M10	-	-17 811	-17 811
Résultat annuel		29 538	6 846	-22 692

M = Comptes annuels maison mère, annexe

Comptes
annuels
maison mère**Bilan**

CHF 1000

	Annexe	2017	2018	Evolution
Liquidités	M11	135 479	117 831	-17 648
Créances résultant de livraisons et de prestations	M12	70 399	62 706	-7 693
Autres créances	M13	7 628	23 474	15 846
Stock de programmes et marchandises	M14	139 892	121 885	-18 007
Comptes de régularisation actifs	M15	34 308	19 430	-14 878
Actifs circulants		387 706	345 326	-42 380
Immobilisations corporelles	M16	604 326	623 666	19 340
Immobilisations financières	M17	93 538	69 252	-24 286
Immobilisations incorporelles	M18	5 297	4 465	-832
Actifs immobilisés		703 161	697 383	-5 778
Actifs		1 090 867	1 042 709	-48 158
Engagements résultant de livraisons et de prestations	M19	43 199	72 316	29 117
Encaissement anticipé de la redevance ¹⁾	M20	222 135	-	-222 135
Autres dettes	M21	23 844	18 946	-4 898
Provisions à court terme	M22	10 581	49 246	38 665
Comptes de régularisation passifs	M23	69 652	52 795	-16 857
Capitaux étrangers à court terme		369 411	193 303	-176 108
Dettes financières à long terme	M24	250 000	350 000	100 000
Provisions à long terme	M25	48 772	69 875	21 103
Capitaux étrangers à long terme		298 772	419 875	121 103
Réserve de base		480 000	480 000	-
Pertes cumulées ¹⁾		-86 854	-57 315	29 539
Résultat annuel		29 538	6 846	-22 692
Capitaux propres		422 684	429 531	6 847
Passifs		1 090 867	1 042 709	-48 158

M = Comptes annuels maison mère, annexe

¹⁾ Ces positions englobent un retraitement de l'encaissement anticipé de la redevance. Voir explication p. 148.

Comptes
annuels
maison mère

Tableau de financement

CHF 1000				
	Annexe	2017	2018	Evolution
Résultat annuel		29 538	6 846	-22 692
Amortissements	M7	66 498	63 946	-2 552
Corrections de valeur	M7	-855	141	996
Variation provisions sans incidence sur le fonds	M22/M25	-15 184	59 768	74 952
Autres charges sans incidence sur le fonds		-376	263	639
Perte résultant de la vente d'immobilisations corporelles et placement fin.		54	1 300	1 246
Bénéfice résultant de la vente d'immobilisations corporelles et placement fin.		-102	-81 057	-80 955
Variation créances résultant de livraisons et de prestations	M12	-5 363	7 693	13 056
Variation stock de programmes et marchandises	M14	-20 146	18 007	38 153
Variation autres créances et comptes de régularisation actifs	M13/M15	-17 230	-968	16 262
Variation engagements découlant de livraisons et de prestations	M19	-12 307	29 117	41 424
Variation autres dettes et comptes de régularisation passifs	M20/M21/M23	13 055	-243 890	-256 945
Flux de fonds liés à l'exploitation		37 582	-138 834	-176 416
Achat d'immobilisations corporelles	M16	-76 629	-91 608	-14 979
Vente d'immobilisations corporelles		208	90 083	89 875
Achat de placements financiers	M17	-	-5	-5
Vente de placements financiers	M17	93	1 795	1 702
Prêt accordé	M17	-5 333	-3 060	2 273
Remboursement d'un prêt	M17	-	24 363	24 363
Achat d'immobilisations incorporelles	M18	-1 275	-382	893
Flux de fonds liés aux opérations d'investissement		-82 936	21 186	104 122
Free cashflow		-45 354	-117 648	-72 294
Opérations de financement		-	100 000	100 000
Flux de fonds liés aux opérations de financement		-	100 000	100 000
Variation des fonds		-45 354	-17 648	27 706
Liquidités au 1 ^{er} janvier	M11	180 833	135 479	
Liquidités au 31 décembre	M11	135 479	117 831	
Variation des fonds		-45 354	-17 648	27 706

M = Comptes annuels maison mère, annexe

Comptes
annuels
maison mère**Tableau des capitaux propres**

CHF 1000	Réserve de base	Rés. prov. de bénéfices/ pertes cumulées	Total
Solde au 1^{er} janvier 2017	480 000	-60 800	419 200
Retraitement encaissement anticipé de la redevance ¹⁾	-	-26 054	-26 054
Résultat annuel	-	29 538	29 538
Solde au 31 décembre 2017	480 000	-57 315	422 684
Résultat annuel	-	6 846	6 846
Solde au 31 décembre 2018	480 000	-50 469	429 531

¹⁾ Voir explication p. 148.

Principes régissant l'établissement des comptes

Généralités

Les comptes annuels de la maison mère (bouclément individuel) de la Société suisse de radiodiffusion et télévision sise à Berne (ci-après SSR) sont établis conformément aux Swiss GAAP RPC. Les comptes annuels fournissent une image fidèle et sincère (true and fair view) du patrimoine, de la situation financière et des résultats.

Retraitement «Encaissement anticipé de la redevance»

Dans les comptes de la maison mère 2017, un montant de 26,1 millions de francs n'avait pas été porté en compte à la position «Encaissement anticipé de la redevance» (M 20), tant au 31 décembre 2017 qu'au 31 décembre 2016. Les valeurs prises en considération ces deux dernières années se basaient sur les indications de l'organe d'encaissement. Elles comprenaient les redevances déjà facturées pour l'année suivante par l'organe moins les créances ouvertes. Cependant et par erreur, les postes créanciers avaient été repris sans tenir compte d'un éventuel abandon (ducroire) des confirmations de solde transmises par l'organe. Cette erreur s'est produite pour la première fois à l'exercice 2011, lorsque l'organe d'encaissement est passé d'une facturation trimestrielle à une facturation annuelle, et que le ducroire n'a plus été pris en compte dans le décompte de fin d'année. La nouvelle procédure de comptabilisation découlant du système de facture annuelle a eu pour effet que le résultat annuel et les réserves provenant des bénéfices ont été présentés de manière trop favorable, car ils ne tenaient pas compte du solde de ducroire de 15,9 millions de francs au 31 décembre 2011. Les années suivantes, les abandons définitifs de créance après recouvrement légal ont été enregistrés dans les comptes annuels sous forme de diminutions de recettes, mais pas les variations des éventuels abandons de créance résultant de l'encaissement des redevances de réception.

C'est lors du passage du système de redevance de réception à celui de redevance média, au 31 décembre 2018, que cette erreur survenue les années précédentes a été découverte. Il s'ensuit que l'éventuel abandon de créance des redevances encore dues doit être intégralement porté au compte des exercices précédents. La SSR table sur un ducroire nécessaire de 26,1 millions de francs au 31 décembre 2016. Le calcul de l'éventuel abandon de créance au 31 décembre 2017 montre un écart négligeable par rapport à 2016; il n'est donc pas nécessaire de rectifier le compte de résultat 2017. Le ducroire sera passé pour 90 % au compte des créances probablement non recouvrables et pour 2 % à celui des autres débiteurs.

Ces calculs se basent sur les valeurs empiriques des années précédentes. La correction de cette erreur impacte comme suit le bilan. Le compte de résultat et le tableau de financement ne sont pas touchés par le retraitement.

Bilan

CHF 1000	Annexe	2017 rapporté	2017 retraité	Retraitement
Encaissement anticipé de la redevance	M20	196 081	222 135	26 054
Capitaux étrangers à court terme		343 357	369 411	26 054
Capitaux étrangers à long terme		298 772	298 772	-
Pertes cumulées		-60 800	-86 854	-26 054
Résultat annuel		29 538	29 538	-
Capitaux propres		448 738	422 684	-26 054
Passifs		1 090 867	1 090 867	-

Conversion des monnaies étrangères

La comptabilité des comptes annuels est tenue en monnaie nationale (franc suisse, CHF). Les créances et les dettes portées au bilan en monnaie étrangère sont converties au cours en vigueur à la date de clôture du bilan. Les transactions en monnaies étrangères sont converties en francs suisses (CHF) au cours en vigueur à la date de la transaction. Les gains et pertes de change résultant des transactions en monnaies étrangères sont ainsi comptabilisés avec effet sur les résultats.

Comptes
annuels
maison mère

Participations

Principales participations directes de la maison mère SSR au 31 décembre 2018:

Sociétés du groupe	2017	2018
Technology and Production Center Switzerland AG, Zurich Capital actions CHF 10,0 mio. Fabrication de produits audiovisuels pour diffuseurs TV suisses et étrangers	100%	100%
Swiss TXT AG, Bienne Capital actions CHF 1,0 mio. Télétexte et Data Broadcast	100%	100%
Telvetia SA, Berne Capital actions CHF 1,0 mio. Participations dans le domaine de la radiofusion	100%	100%

Institutions de prévoyance

Les répercussions économiques réelles des engagements de prévoyance sont présentées conformément à la Swiss GAAP RPC 16, sur la base des comptes annuels de la Caisse de pension SSR (CPS) établis selon la Swiss GAAP RPC 26. Des informations détaillées sont fournies dans l'annexe des comptes de la maison mère pour l'année 2018 (M 28).

Principes d'activation et d'évaluation

Le principe appliqué aux comptes annuels de la maison mère est celui de l'évaluation des éléments de fortune au prix d'acquisition ou de production. Les actifs et les passifs sont soumis au principe de l'évaluation séparée. Lorsque ce principe n'est pas applicable ou adapté, l'évaluation repose sur des groupes homogènes.

A chaque clôture de bilan, la valeur des actifs est réexaminée. En cas de diminution, la valeur comptable est abaissée à la valeur réalisable et la dépréciation d'actif est imputée au résultat périodique. Si, ultérieurement, les raisons de cette détérioration de la valeur disparaissent (partiellement), on effectue une réévaluation par le compte de résultat.

Liquidités

Les liquidités comprennent l'encaisse, les comptes postaux et les avoirs bancaires, de même que les fonds assimilés à des liquidités comme les dépôts à terme, les fonds à vue et les dépôts dont la durée résiduelle ne dépasse pas 90 jours. Leur évaluation se fait à la valeur nominale.

Papiers-valeurs et autres placements à court terme

Cette catégorie englobe les titres négociés sur le marché et facilement réalisables qui servent de réserves de liquidités dans le cadre de la politique financière. Ils sont évalués au cours de la bourse en vigueur à la date de clôture du bilan. Les dépôts à terme d'une durée résiduelle supérieure à 90 jours sont eux aussi portés au bilan sous cette catégorie et évalués à la valeur nominale.

Créances

Les créances comprennent toutes les prétentions à l'égard de tiers qui n'ont pas encore été satisfaites. Elles sont évaluées à la valeur nominale, après déduction des dépréciations nécessaires. Après déduction des dépréciations pour chaque valeur nominale, le total restant est soumis à une dépréciation globale de 2 % (valeur empirique) afin de couvrir le risque général d'insolvabilité et de taux d'intérêt.

Stocks

Les stocks sont portés au bilan à la valeur d'acquisition ou de production, mais au maximum à la valeur nette réalisable. Ils englobent essentiellement les stocks de programmes télévisés et pour le web (productions internes et externes, y compris les droits cinématographiques) et les marchandises. Les coûts d'acquisition ou de production de l'intégralité des stocks de programmes sont activés puis entièrement amortis après la première diffusion. Les droits de rediffusion ne sont pas activés. La valeur des stocks de programmes activés est réexaminée en permanence. Les stocks de programmes qui ne sont plus diffusables sont imputés dans leur totalité au compte de résultat. En vertu du principe d'importance relative, les droits de diffusion et les préproductions de programmes radio ne sont pas activés. Sont également comptabilisées à ce poste, outre les stocks à l'inventaire proprement dits, les avances versées aux fournisseurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à la valeur d'acquisition ou de production, déduction faite des amortissements et des dépréciations nécessaires. Les immobilisations en cours de construction comprennent les coûts de projet activables cumulés. Les charges non activables et les charges d'intérêts sont imputées au compte de résultat en fonction de la période correspondante et de leur type. Les biens d'équipement d'une valeur inférieure à 5000 francs ne sont pas activés mais imputés directement au compte de résultat au moment de leur acquisition. Outre les stocks à l'inventaire proprement dits, les immobilisations corporelles comprennent les avances versées aux fournisseurs pour des immobilisations corporelles.

Les amortissements sont effectués sur la base de la valeur d'acquisition ou de production, linéairement sur la période d'utilisation estimée. Le premier amortissement intervient à la mise en service, à l'achèvement des travaux ou au moment du transfert de propriété, au prorata temporis.

Les durées d'amortissement sont les suivantes:

- Bâtiments de 10 à 50 ans
- Moyens de production et Informatique de 3 à 10 ans
- Autres immobilisations corporelles de 3 à 10 ans

La valeur des terrains n'est corrigée qu'exceptionnellement.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition ou de production, déduction faite des amortissements et des dépréciations cumulés. Seules les valeurs associées à une utilité mesurable s'étalant sur plusieurs années sont activées. Les immobilisations incorporelles générées par la SSR ne figurent qu'à titre exceptionnel dans les actifs. Les amortissements sont effectués linéairement sur la période d'utilisation estimée, qui s'étend d'ordinaire de 3 à 5 ans. Les immobilisations incorporelles destinées à être commercialisées (droits de programme ou de diffusion, par exemple) sont traitées comme des stocks.

Immobilisations financières

Les immobilisations financières à long terme comprennent les titres sans caractère de participation, acquis à des fins de placement à longue échéance, ainsi que les prêts et les participations. Les titres et les prêts sont portés au bilan à la valeur d'acquisition ou à la valeur nominale, déduction faite des éventuelles dépréciations nécessaires pour couvrir des pertes de valeur durables ou le risque d'insolvabilité. Les participations sont portées au bilan au prix d'acquisition, déduction faite d'éventuelles dépréciations liées à des pertes de valeur durables.

Instruments financiers dérivés

Les instruments destinés à garantir le futur cashflow ne sont pas portés au bilan; en attendant la réalisation de celui-ci, ils figurent uniquement dans l'annexe.

Engagements et engagements conditionnels

Les engagements en cours sont comptabilisés à la valeur nominale. D'éventuels engagements rémunérés à court terme sont présentés séparément. Les engagements conditionnels mentionnés en annexe sont également enregistrés à leur valeur nominale.

Encaissement anticipé de la redevance

Etant donné que la redevance est facturée une seule fois par an et que la procédure ordinaire prescrit de transmettre les rentrées de fonds à la SSR, une partie en est encaissée pour l'année suivante. Cette partie de la redevance est considérée comme un encaissement anticipé et comptabilisée au passif sous «Encaissement anticipé de la redevance». ». Du fait du passage à une redevance média, cette position devient caduque.

Comptes de régularisation

Les comptes de régularisation actifs et passifs servent à régulariser les écritures (produits et charges) entre deux périodes comptables.

Provisions

Les provisions sont des engagements probables, fondés sur un événement passé, dont le montant et/ou l'échéance sont incertains, mais estimables. Ces engagements constituent des passifs exigibles. Les provisions ne couvrent pas les corrections de valeur d'actifs. Par ailleurs, l'événement doit avoir eu lieu avant la date de clôture du bilan.

Les provisions de restructuration ne peuvent être constituées qu'après présentation d'un plan de restructuration détaillé, déjà mis en œuvre ou annoncé. Le solde de temps à long terme du personnel est porté au passif sous les provisions pour le personnel. Les autres provisions couvrent les litiges juridiques et les autres risques. En raison de l'exonération fiscale de la maison mère, les impôts différés concernent uniquement les comptes du groupe.

Pour l'ensemble des provisions, on distingue les engagements à court terme et les engagements à long terme. Sont considérées comme provisions à court terme toutes les positions dont l'échéance probable se situe dans les 12 prochains mois. Dès lors que l'échéance probable dépasse les 12 mois, l'engagement entre dans la catégorie des provisions à long terme.

Si le facteur temps joue un rôle essentiel, les positions sont actualisées au taux de 1 %. Le taux d'escompte est régulièrement examiné et ajusté si nécessaire.

Produits

Les redevances de réception pour la radio et la télévision sont intégrées au compte de résultat conformément au décompte de la société BILLAG, l'organe d'encaissement mandaté par l'Office fédéral de la communication (OFCOM). Le sponsoring et la publicité sont principalement commercialisés par Admeira AG. Ces produits sont coordonnés et comptabilisés dans le compte de résultat pour la période concernée (après leur diffusion). Le montant des recettes publicitaires est toujours présenté en net. En d'autres termes, les rabais pratiqués ou convenus au moment de la signature du contrat et la commission de vente, ainsi que les taxes et redevances, sont directement déduits du produit publicitaire brut. Les autres produits commerciaux et les autres produits contiennent toutes les recettes liées aux activités de radio/télévision et comprises dans la période sous revue.

Annexe avec explications**M1 Redevances de réception**

CHF 1000	2017	2018	Evolution
Redevance télévision	761 395	752 323	-9 072
Redevance radio	457 121	454 099	-3 022
Total	1 218 516	1 206 422	-12 094

Les **redevances de réception** enregistrent une baisse de 12,1 millions de francs (2017: +0,6 million) durant l'exercice sous revue. Ce recul s'explique avant tout par les coûts du changement de système prévu – passage d'une redevance de réception à une redevance média – ceux-ci ayant été passés au compte des redevances de réception 2018.

M2 Recettes commerciales

CHF 1000	2017	2018	Evolution
Publicité	215 098	201 927	-13 171
Sponsoring	48 767	48 359	-408
Programme	36 291	37 990	1 699
Total	300 156	288 276	-11 880

Durant l'année sous revue, avec une baisse de 13,2 millions de francs (2017: -15,4 millions), les **recettes commerciales** ont à nouveau reculé. Cette diminution résulte en particulier du fait que les principaux annonceurs transfèrent leurs dépenses publicitaires du marché TV aux supports numériques et aux plates-formes de réseaux sociaux pour toucher les publics-cibles jeunes et baisser leurs coûts. En outre, la guerre des prix, de plus en plus dure, et l'augmentation des coûts de commercialisation ont elles aussi contribué à ce recul. Le **produit du programme** a progressé de 1,7 million de francs (2017: -7,0 millions). D'une part, la SSR a vu ses chiffres d'affaires Call-Media (appels de téléspectateurs) reculer de 1,7 million de francs mais, d'autre part, la Business Unit Sport s'est davantage profilée comme Host Broadcaster, engrangeant un surplus de recettes de 3,3 millions de francs.

M3 Autres recettes

CHF 1000	2017	2018	Evolution
Contributions	24 768	23 772	-996
Prestations de services	26 490	26 423	-67
Autres produits d'exploitation	25 302	105 185	79 883
Total	76 560	155 380	78 820

L'augmentation des **autres produits d'exploitation** de 79,9 millions de francs (2017: -24,7 millions) s'explique principalement par la vente d'un terrain.

M4 Charges de personnel

CHF 1000	2017	2018	Evolution
Salaires	535 962	546 140	10 178
Indemnités	19 689	19 929	240
Prestations sociales	119 006	115 039	-3 967
Autres charges de personnel	17 025	30 997	13 972
Total	691 682	712 105	20 423

Par rapport à l'exercice précédent, les **salaires** ont augmenté de 10,2 millions de francs (2017: +0,8 million), une progression que l'on impute aux mesures salariales générales et individuelles et à la suppression des indemnités journalières en cas de maladie (voir Prestations sociales). Malgré des salaires plus élevés, les **prestations sociales** reculent de 4,0 millions de francs (2017: +17,2 millions). Le surplus de dépenses lié à l'augmentation des salaires s'est élevé à 2,0 millions de francs. Grâce à la suppression de l'assurance indemnités journalières en cas de maladie – frais que la SSR assumera désormais seule – les prestations sociales ont diminué de 5,9 millions de francs. Les **autres charges de personnel** ont quant à elles augmenté de 14,0 millions de francs (2017: +7,4 millions). D'une part, la position a été dégrevée du fait de la moindre utilisation de personnel temporaire (-3,5 millions de francs) et, d'autre part, elle a été grevée de la constitution de réserves pour les restructurations en cours et à venir (+16,5 millions) et pour les absences prolongées pour cause de maladie (+1,9 million), et de coûts de formation continue plus élevés (+0,6 million).

M5 Charges programme et production

CHF 1000	2017	2018	Evolution
Indemnités artistes et auteurs	28 543	26 206	-2 337
Droits d'auteur	109 738	115 671	5 933
Productions de tiers et commandes	357 604	365 224	7 620
Charges de liaisons et de lignes	82 449	108 584	26 135
Charges diverses programme et production	8 750	8 208	-542
Variation des stocks de programmes	-6 485	6 761	13 246
Total	580 599	630 654	50 055

Alors que les **indemnités versées aux artistes et auteurs** ont diminué de 2,3 millions de francs (2017: -0,1 million), les **droits d'auteur** ont quant à eux progressé de 5,9 millions de francs (2017: -10,7 millions) et les mandats de **production/productions de tiers** de 7,6 millions de francs (2017: +7,4 millions). Ces progressions s'expliquent essentiellement par les coûts de droit d'auteur et de production supplémentaires et plus élevés en lien avec les grandes manifestations sportives (Jeux olympiques d'hiver de PyeongChang notamment). L'augmentation exceptionnelle de 26,1 millions de francs (2017: -5,1 millions) des **charges de liaisons et de lignes** découle essentiellement du fait des provisions liées au démantèlement des réseaux OUC et TNT (+23,6 millions de francs) et à l'optimisation du DAB (+1,7 million).

M6 Charges administratives et publicitaires générales

CHF 1000	2017	2018	Evolution
Charges administratives	32 491	35 427	2 936
Publicité	24 603	24 148	-455
Communication, logistique et frais	46 840	48 825	1 985
Total	103 934	108 400	4 466

Les **charges administratives** ont augmenté de 2,9 millions de francs (2017: +0,9 million). Alors que les frais généraux d'administration reculent, des frais de location (2,3 millions de francs) et de logiciels (1,0 million) supplémentaires grevent les comptes annuels. Durant l'année sous revue, les charges de **communication et de logistique** ainsi que les frais ont progressé de 2,0 millions de francs (2017: -2,0 millions) du fait des nombreux déplacements effectués dans le cadre des Jeux olympiques d'hiver de PyeongChang et de la Coupe de monde de football en Russie.

Comptes
annuels
maison mère**M7 Amortissements et corrections de valeur**

CHF 1000	2017	2018	Evolution
Amortissements prévus immobilisations corporelles	63 753	61 196	-2 557
Dépréciations immobilisations corporelles et réévaluation	-855	247	1 102
Immobilisations corporelles	62 898	61 443	-1 455
Dépréciations immobilisations financières	-	-106	-106
Immobilisations financières	-	-106	-106
Amortissements prévus valeurs incorporelles	2 745	2 750	5
Valeurs incorporelles	2 745	2 750	5
Total	65 643	64 087	-1 556

L'écart total entre les **amortissements et les dépréciations** a diminué de 1,6 million de francs (2017: -34,4 millions). La valeur négative des dépréciations sur les immobilisations financières provient du remboursement d'un prêt déprécié et de la vente de participations dépréciées.

M8 Autres charges d'exploitation

CHF 1000	2017	2018	Evolution
Entretien et remplacement	47 664	48 283	619
Autres charges	77 546	72 555	-4 991
Total	125 210	120 838	-4 372

Les **autres charges** affichent une baisse de 5,0 millions de francs (2017: -19,3 millions) – un recul expliqué par des dépenses pour prestations externes moins élevées (-4,2 millions) et des contributions moindres à divers fonds et fondations (-0,5 million).

M9 Résultat financier

CHF 1000	2017	2018	Evolution
Produits financiers	6 475	18 905	12 430
Charges financières	-5 101	-8 242	-3 141
Total	1 374	10 663	9 289

Durant l'année sous revue, le **résultat financier** a progressé de 9,3 millions de francs (2017: +3,1 millions). Cette évolution réjouissante s'explique notamment par la vente d'une participation (+10,9 millions de francs), cependant altérée par des intérêts négatifs (-0,5 million) et des produits financiers moins élevés (0,9 million).

M10 Impôts

CHF 1000	2017	2018	Evolution
Impôts courants	-	17 811	17 811
Total	-	17 811	17 811

L'évolution des **impôts différés** s'explique uniquement par l'impôt anticipé sur les plus-values immobilières (17,8 millions de francs) découlant de la vente d'un terrain. La maison mère SSR est exonérée de l'impôt sur le bénéfice.

Comptes
annuels
maison mère**M11 Liquidités**

CHF 1000	2017	2018	Evolution
Comptes de caisse, comptes postaux, comptes bancaires	135 474	117 817	-17 657
Fonds assimilés à des liquidités	5	14	9
Total	135 479	117 831	-17 648

Le détail de ces évolutions figure dans le tableau des mouvements de trésorerie de la maison mère.

M12 Créances résultant de livraisons et de prestations

CHF 1000	2017	2018	Evolution
Tiers	15 775	21 308	5 533
Sociétés du groupe	4 355	3 390	-965
Sociétés affiliées	50 853	38 493	-12 360
Corrections de valeur	-584	-485	99
Total	70 399	62 706	-7 693

Les **créances résultant de livraisons et de prestations** enregistrent une baisse de 7,7 millions de francs (2017: +5,4 millions). Le recul enregistré par les sociétés affiliées (-12,4 millions de francs) découle de la vente d'une participation. Les créances ouvertes ont été reportées sous les prétentions de tiers.

M13 Autres créances à court terme

CHF 1000	2017	2018	Evolution
Tiers	7 628	23 474	15 846
Total	7 628	23 474	15 846

Les **autres créances** sont en progression de 15,8 millions de francs (2017: +0,9 million), composés essentiellement d'une retenue d'impôt découlant de la vente d'un terrain (17,8 millions).

M14 Stock de programmes et marchandises

CHF 1000	2017	2018	Evolution
Paiements anticipés de programmes	29 874	18 854	-11 020
Productions maison	58 136	54 778	-3 358
Productions de tiers	51 655	48 112	-3 543
Corrections de valeur	-542	-402	140
Stocks de programmes	109 249	102 488	-6 761
Stocks de marchandises	769	543	-226
Total	139 892	121 885	-18 007

Les **paiements anticipés** ont diminué de 11,0 millions (2017: +13,4 millions) – un recul qui s'explique essentiellement du fait des droits sportifs. Seules les dépenses se rapportant à des productions vidéo et films non encore diffusés sont portées à l'actif des **stocks de programmes**. La baisse s'élève à 6,8 millions de francs (2017: +6,5 millions). Pour des raisons d'importance relative, les productions radio ne sont pas activées.

M15 Comptes de régularisation actifs

CHF 1000	2017	2018	Evolution
Tiers	33 866	19 386	-14 480
Sociétés du groupe	125	44	-81
Sociétés affiliées	317	-	-317
Total	34 308	19 430	-14 878

Les **comptes de régularisation actifs** enregistrent une diminution de 14,9 millions de francs (2017: +16,3 millions), imputable pour l'essentiel à l'abandon de la régularisation des redevances de réception.

M16 Immobilisations corporelles

CHF 1000	Terrains et bâtiments	Moyens de production et informatique	Immobilisations en construction et paiements anticipés	Autres immobilisations corporelles	Total
Valeurs comptables nettes 1.1.2017	406 543	110 122	70 241	4 431	591 337
Valeurs d'acquisition					
Solde au 1.1.2017	943 386	451 959	70 241	24 809	1 490 395
Entrées	4 915	19 228	51 814	677	76 634
Sorties	-1 834	-53 022	-	-2 108	-56 964
Reclassifications	1 655	5 832	-7 880	34	-359
Solde au 31.12.2017	948 122	423 997	114 175	23 412	1 509 706
Corrections de valeur cumulées					
Solde au 1.1.2017	-536 843	-341 837	-	-20 378	-899 058
Amortissements prévus	-27 213	-35 019	-	-1 521	-63 753
Dépréciations	1 210	-355	-	-	855
Sorties	1 833	52 723	-	2 020	56 576
Solde au 31.12.2017	-561 013	-324 488	-	-19 879	-905 380
Valeurs comptables nettes 31.12.2017	387 109	99 509	114 175	3 533	604 326
Valeurs d'acquisition					
Solde au 1.1.2018	948 122	423 997	114 175	23 412	1 509 706
Entrées	21 267	14 545	54 541	1 449	91 802
Sorties	-9 538	-52 741	-	-1 471	-63 750
Reclassifications	749	6 651	-9 115	179	-1 536
Solde au 31.12.2018	960 600	392 452	159 601	23 569	1 536 222
Corrections de valeur cumulées					
Solde au 1.1.2018	-561 013	-324 488	-	-19 879	-905 380
Amortissements prévus	-27 394	-32 215	-	-1 587	-61 196
Dépréciations	-	-247	-	-	-247
Sorties	503	52 386	-	1 378	54 267
Solde au 31.12.2018	-587 904	-304 564	-	-20 088	-912 556
Valeurs comptables nettes 31.12.2018	372 696	87 888	159 601	3 481	623 666

Les **acomptes** figurant dans les immobilisations en construction et paiements anticipés s'élèvent à 13 000 francs (2017: 5 000 francs). La part de **terrains non bâtis** se monte à 1,7 million de francs (2017: +10,7 millions). Le solde de la reclassification a été transféré aux immobilisations incorporelles (voir M 18).

M17 Immobilisations financières

CHF 1000					
	Créances à long terme	Participations	Prêts	Actifs provenant de la réserve de cotisations d'employeur	Total
Valeurs comptables nettes au 1.1.2017	-	37 189	50 510	-	87 699
Valeurs d'acquisition					
Solde au 1.1.2017	-	37 524	50 610	-	88 134
Entrées	-	-	5 333	526	5 859
Sorties	-	-21	-	-	-21
Reclassifications	-	-	-	-	-
Solde au 31.12.2017	-	37 503	55 943	526	93 972
Corrections de valeur cumulées					
Solde au 1.1.2017	-	-335	-100	-	-435
Entrées	-	-	-	-	-
Sorties	-	1	-	-	1
Solde au 31.12.2017	-	-334	-100	-	-434
Valeurs comptables nettes au 31.12.2017	-	37 169	55 843	526	93 538
Valeurs d'acquisition					
Solde au 1.1.2018	-	37 503	55 943	526	93 972
Entrées	4 200	5	3 060	-	7 265
Sorties	-	-7 284	-24 433	-10	-31 727
Reclassifications	-	-	-	-	-
Solde au 31.12.2018	4 200	30 224	34 570	516	69 510
Corrections de valeur cumulées					
Solde au 1.1.2018	-	-334	-100	-	-434
Entrées	-	-	-	-	-
Sorties	-	76	100	-	176
Solde au 31.12.2018	-	-258	-	-	-258
Valeurs comptables nettes au 31.12.2018	4 200	29 966	34 570	516	69 252

CHF 1000			
	2017	2018	Evolution
Créances à long terme	-	4 200	4 200
Prêts aux tiers	10	10	-
Prêts aux sociétés du groupe	50 500	34 500	-16 000
Prêts aux sociétés affiliées	5 333	60	-5 273
Prêts	55 843	34 570	-21 273
Sociétés du groupe (participation supérieure à 50 %)	28 871	28 871	-
Sociétés à participations (participation entre 20 % et 49 %)	7 734	423	-7 311
Autres participations (participation inférieure à 20 %)	564	672	108
Participations	37 169	29 966	-7 203
Actifs provenant de la réserve de cotisations d'employeur	526	516	-10
Total	93 538	69 252	-24 286

Les **immobilisations financières** reculent de 24,3 millions de francs (2017: + 5,8 millions), en raison notamment de remboursements de prêts et de la vente d'une participation.

M 18 Immobilisations incorporelles

CHF 1000	Logiciels et licences	Total
Valeurs comptables nettes au 1.1.2017	6 408	6 408
Valeurs d'acquisition		
Solde au 1.1.2017	38 155	38 155
Entrées	1 275	1 275
Sorties	-519	-519
Reclassifications	359	359
Solde au 31.12.2017	39 270	39 270
Corrections de valeur cumulées		
Solde au 1.1.2017	-31 747	-31 747
Amortissements prévus	-2 745	-2 745
Dépréciations	-	-
Sorties	519	519
Solde au 31.12.2017	-33 973	-33 973
Valeurs comptables nettes au 31.12.2017	5 297	5 297
Valeurs d'acquisition		
Solde au 1.1.2018	39 270	39 270
Entrées	382	382
Sorties	-530	-530
Reclassifications	1 536	1 536
Solde au 31.12.2018	40 658	40 658
Corrections de valeur cumulées		
Solde au 1.1.2018	-33 973	-33 973
Amortissements prévus	-2 750	-2 750
Dépréciations	-	-
Sorties	530	530
Solde au 31.12.2018	-36 193	-36 193
Valeurs comptables nettes au 31.12.2018	4 465	4 465

Par rapport à l'exercice précédent, les **immobilisations incorporelles** ont reculé de 0,8 million de francs (2017: -1,1 million).

M19 Engagements découlant de livraisons et de prestations

CHF 1000	2017	2018	Evolution
Tiers	32 204	58 930	26 726
Sociétés du groupe	6 453	11 041	4 588
Sociétés proches	4 542	2 345	-2 197
Total	43 199	72 316	29 117

Les **engagements découlant de livraisons et de prestations** ont progressé de 29,1 millions de francs (2017: -12,3 millions). Cette évolution résulte du fait que les engagements ouverts sont désormais à nouveau honorés dans le délai ordinaire de paiement. Au cours de l'exercice précédent, ils étaient payés dès réception pour éviter les intérêts négatifs.

M20 Encaissement anticipé de la redevance

CHF 1000	2017	2018	Evolution
Encaissement anticipé de la redevance	222 135	-	-222 135
Total	222 135	-	-222 135

A fin 2018, les **redevances de réception encaissées** par avance sont passées de 222,1 millions francs à zéro en raison du changement de système au 1^{er} janvier 2019 (2017: +3,2 millions). Le solde 2017 a été adapté en raison d'un retraitement. Explication de la correction p. 148.

M21 Autres dettes à court terme

CHF 1000	2017	2018	Evolution
Tiers	23 844	18 946	-4 898
Total	23 844	18 946	-4 898

Les **autres dettes à court terme** enregistrent un recul de 4,9 millions de francs (2017: +4,4 millions), résultant essentiellement d'une diminution des postes ouverts liés aux prestations sociales.

M22 Provisions à court terme

CHF 1000	Personnel et prévoyance	Restructuration	Autres provisions	Impôts	Total
Valeur comptable au 1.1.2017	2 952	6 378	9 470	-	18 800
Constitution	744	1 033	569	-	2 346
Utilisation	-2 442	-5 465	-3 803	-	-11 710
Dissolution	-465	-1 085	-2 841	-	-4 391
Reclassification	2 200	2 954	382	-	5 536
Valeur comptable au 31.12.2017	2 989	3 815	3 777	-	10 581
Constitution	2 806	8 510	13 516	17 811	42 643
Utilisation	-2 927	-1 229	-1 836	-	-5 992
Dissolution	-50	-4 501	-737	-	-5 288
Reclassification	2 200	3 679	1 423	-	7 302
Valeur comptable au 31.12.2018	5 018	10 274	16 143	17 811	49 246

Les provisions figurant à la rubrique **personnel et prévoyance** s'élèvent à 5,0 millions de francs (2017: 3,0 millions). Elles se composent de 2,2 millions de francs (2017: 2,2 millions) pour les primes de fidélité, de 2,2 millions de francs pour les absences prolongées pour cause de maladie et de 0,6 million de francs (2017: 0,8 million) pour les paiements de compensation envers les collaborateurs. Les **provisions pour restructuration** se montent à 10,3 millions de francs (2017: 3,8 millions) et doivent être utilisées dans le cadre de plans sociaux. Les **autres provisions** se montent à 16,1 millions de francs (2017: 3,8 millions). Sur cette somme, 14,2 millions de francs (2017: 1,0 million) sont prévus pour le démantèlement des réseaux OUC et TNT. Les 1,9 million de francs restants sont répartis entre différentes positions de moindre importance. Les **impôts** différés s'élèvent à 17,8 millions de francs; ils sont liés à la vente d'un terrain.

Comptes
annuels
maison mère**M23 Comptes de régularisation passifs**

CHF 1000	2017	2018	Evolution
Tiers	63 667	49 482	-14 185
Sociétés du groupe	3 368	3 287	-81
Sociétés proches	2 617	26	-2 591
Total	69 652	52 795	-16 857

Par rapport à l'exercice précédent, les **comptes de régularisation passifs** ont reculé de 16,9 millions de francs (2017: +5,4 millions), en raison notamment de l'abandon d'une régularisation en lien avec la vente d'une participation.

M24 Dettes financières à long terme

CHF 1000	2017	2018	Evolution
Prêt contre reconnaissance de dette	250 000	350 000	100 000
Total	250 000	350 000	100 000

Les **prêts contre reconnaissance de dette** courent respectivement jusqu'à fin septembre 2023 (250,0 millions) et fin octobre 2025 (100,0 millions).

M25 Provisions à long terme

CHF 1000	Personnel et prévoyance	Restructuration	Autres provisions	Impôts	Total
Valeur comptable au 1.1.2017	40 906	6 521	8 310	-	55 737
Constitution	5 121	750	5 841	-	11 712
Utilisation	-10 547	-331	-259	-	-11 137
Dissolution	-828	-307	-869	-	-2 004
Reclassification	-2 200	-2 954	-382	-	-5 536
Valeur comptable au 31.12.2017	32 452	3 679	12 641	-	48 772
Constitution	5 207	12 255	16 493	-	33 955
Utilisation	-4 115	-	-241	-	-4 356
Dissolution	-75	-	-1 119	-	-1 194
Reclassification	-2 200	-3 679	-1 423	-	-7 302
Valeur comptable au 31.12.2018	31 269	12 255	26 351	-	69 875

Les provisions à long terme figurant à la rubrique **personnel et prévoyance** couvrent les soldes de temps et les primes de fidélité des collaborateurs à hauteur de 31,3 millions de francs (2017: 32,5 millions). Les taux actuariels utilisés pour l'escompte des primes de fidélité correspondent aux taux d'intérêt des obligations de caisse de la Confédération. Les **provisions de restructuration** comprennent les coûts des mesures liées aux plans sociaux pour un montant de 12,3 millions de francs (2017: 3,7 millions). Les **autres provisions** sont principalement constituées de provisions pour les litiges juridiques à hauteur de 6,9 millions francs (2017: 6,0 millions), des frais de remise en état de bâtiments et de parties de bâtiment loués à hauteur de 1,4 million de francs (2017: 2,8 millions), de provisions pour les projets de construction en cours à hauteur de 5,1 millions de francs (2017: 2,3 millions) et de 12,2 millions de francs (2017: 0,8 million) pour le démantèlement des réseaux OUC et TNT.

Autres indications

M 26 Engagements conditionnels et engagements non inscrits au bilan/créances

Il existe dans le cadre du «Pacte de l'audiovisuel» des obligations d'acceptation d'un total de 27,5 millions de francs (2017: 54,9 millions) pour 2019. La Business Unit Sport a conclu des contrats pour des manifestations sportives à venir pour un montant de 147,5 millions de francs (2017: 160,0 millions). Les autres engagements non inscrits au bilan pour des contrats de programme s'élèvent à 19,5 millions de francs (2017: 23,0 millions).

Des contrats de bail à long terme et des contrats de superficie ont été signés pour un montant de 123,4 millions de francs (2017: 157,9 millions), dont 12,3 millions arriveront à échéance au cours des douze prochains mois, 35,4 millions dans deux à cinq ans et 75,7 millions dans plus de cinq ans. Les autres contrats à long terme relevant des activités ordinaires se montent à 379,6 millions de francs (2017: 430,7 millions).

Les garanties bancaires s'élèvent à 9,3 millions de francs (2017: 10,6 millions). Les litiges juridiques en cours, qui n'apparaissent pas au bilan, se chiffrent à 15,0 millions de francs (2017: 15,9 millions). Les autres engagements conditionnels s'élèvent à 30,0 millions de francs (2017: 27,6 millions).

Il découle du système de redevance 2018 des créances ouvertes d'une valeur nominale de 39,4 millions de francs auprès de BILLAG et de l'OFCOM. Ces créances ayant déjà été transférées au recouvrement légal, il faut s'attendre à un important montant irrécouvrable. L'intégralité des frais de recouvrement et les éventuels remboursements légaux aux personnes s'acquittant de la redevance doivent tout d'abord avoir été réglés avant que l'OFCOM n'approuve un versement à la SSR sur la base des montants recouverts.

M 27 Instruments financiers dérivés

CHF 1000	Valeurs contractuelles	Valeurs d'acquisition	
		positives	négatives
Opérations de change à option ouvertes 2017			
Achat Euro	60 338	2 799	-
Achat US-Dollar	11 314	421	-
Total achat	71 652	3 220	-
Total des opérations de change à option au 31.12.2017	71 652	3 220	-
Opérations de change à option ouvertes 2018			
Achat Euro	61 279	2	445
Achat US-Dollar	11 424	381	-
Total achat	72 703	383	445
Total des opérations de change à option au 31.12.2018	72 703	383	445

Les instruments destinés à garantir le futur cashflow ne sont pas portés au bilan; en attendant la réalisation de celui-ci, ils figurent uniquement dans l'annexe.

M 28 Institution de prévoyance

Le principe de présentation appliqué est conforme à la Swiss GAAP RPC 16. Les répercussions économiques réelles des plans de prévoyance sur la SSR sont évaluées et portées au bilan à la date de clôture de ce dernier. Les plans de prévoyance de la SSR sont axés sur les cotisations et sur les prestations. Les éléments de fortune de ces plans sont regroupés, indépendamment du patrimoine de la SSR et de ses filiales, auprès d'institutions de prévoyance juridiquement autonomes. Les plans de prévoyance sont financés au moyen des cotisations des employés et de l'employeur, excepté dans le cas de la caisse des cadres, financée par des fonds patronaux. L'assurance des collaborateurs de la SSR couvre les risques d'invalidité et de décès ainsi que la prévoyance vieillesse. Au 31 décembre 2018, le cercle des personnes assurées se composait de 5691 assurés actifs (2017: 5795) et de 2091 bénéficiaires de prestations (2017: 2012).

Comptes
annuels
maison mère

L'évolution de la réserve de cotisations de l'employeur et des données économiques (utilité, engagement) en référence aux institutions de prévoyance se présente comme suit:

Réserve de cotisations de l'employeur

	Valeur nominale 2018	Renoncia- tion à l'utilisa- tion 2018	Constitu- tion 2018	Bilan 31.12.18	Bilan 31.12.17	Résultat réserves dans charges de personnel	
						2018	2017
Fonds patronaux/institutions de prévoyance	516	-	-	516	526	-10	-
Total	516	-	-	516	526	-10	-

Avantage/engagement économique et charges de prévoyance

	Excédent/ déficit 31.12.18	Part économique de l'entité		Var. exer. préc. et avec effet sur résultat de l'exercice	Cotisa- tions ajustées à la période	Charges de prévoyance dans charges de personnel	
		31.12.18	31.12.17			2018	2017
Prévoyance cadres SSR maison mère	2 738	-	-	-	4 361	4 361	4 304
Fonds patronaux/institutions de prévoyance patronales	2 738	-	-	-	4 361	4 361	4 304
SSR maison mère	-	-	-	-	62 138	62 138	61 753
Plan de prévoyance sans excé- dent / déficit de couverture	-	-	-	-	62 138	62 138	61 753
Plan de prévoyance avec excé- dent de couverture	-	-	-	-	-	-	-
Plan de prévoyance avec déficit de couverture	-	-	-	-	-	-	-
Total avantage/engagement économique et charges de pré- voyance	2 738	-	-	-	66 499	66 499	66 057

Situation financière de la CPS

Les répercussions économiques sur l'employeur sont déterminées sur la base de la situation financière de l'institution de prévoyance à la clôture de l'exercice précédent, au 31 décembre 2017. S'il y a lieu de croire que des évolutions majeures se sont produites depuis la clôture du dernier exercice, leurs incidences devront être prises en compte. Au 31 décembre 2018, le taux de couverture de la CPS atteignait 98,5 % (2017: 104,8 %). Ce taux a été calculé sur la base du taux technique actuel (2,75 %) et tient compte de son abaissement à 2,25 % au 1^{er} janvier 2020.

M 29 Engagements envers des institutions de prévoyance

Les engagements à court terme envers les caisses de pension s'élèvent à 0,6 million de francs au 31 décembre 2018 (2017: 0,3 million).

M 30 Honoraires de l'organe de révision

Pour les prestations en lien avec la révision ordinaire, des honoraires d'un montant de 0,3 million de francs (2017: 0,3 million) ont été convenus avec l'organe de révision.

M 31 Evaluation des risques

Les organes responsables de l'entreprise procèdent à la saisie et à l'évaluation systématiques des risques. La gestion des risques fait partie intégrante des instruments de direction de la SSR. Elle constitue un élément fixe des processus commerciaux et de direction en termes de prise de décision et de responsabilité. Elle englobe la culture, les processus et les structures visant à gérer efficacement les opportunités et les dangers dans le contexte opérationnel et stratégique. Les responsabilités et l'organisation de la gestion des risques ont été définies par le Conseil d'administration SSR dans une politique ad hoc. Chaque année, les risques susceptibles d'affecter l'entreprise sont réévalués aux principaux échelons de direction. Cette démarche itérative vise à repérer les principaux risques et à engager les mesures et les projets nécessaires. En 2018, cette procédure a permis d'identifier les risques majeurs dans les catégories suivantes à l'échelle de l'entreprise: politique et régulation, conjoncture, marché de capitaux et caisse de pension, modes de consommation et besoins du public, actions de la concurrence, structure de l'organisation, coopérations, projets et systèmes, sûreté, sécurité informatique, mouvements de trésorerie et personnel. Des mesures adéquates ont été définies en vue de contrôler les risques identifiés.

M 32 Transactions avec des sociétés liées

Les recettes – principalement sous forme de ventes publicitaires et de sponsoring – réalisées avec des sociétés liées s'élèvent à 113,5 millions de francs en 2018 (2017: 246,8 millions). Les charges s'élèvent à un montant total de 23,9 millions de francs (2017: 30,4 millions): 9,0 millions de francs (2017: 19,9 millions) pour les droits cinématographiques, 13,1 millions de francs (2017: 9,5 millions) pour des contributions d'exploitation et 1,8 million de francs (2017: 1,0 million) pour des fondations d'archives cinématographiques.

Des frais de location et de gestion à hauteur de 1,2 million (2017: 1,3 million) n'ont pas été facturés à la Caisse de pension CPS, car cela aurait induit une importante charge administrative qui aurait été refacturée à la SSR.

Les soldes des créances et engagements correspondants sont comptabilisés séparément dans les comptes annuels. Les recettes et les dépenses des sociétés associées aliénées figurent au bilan jusqu'à mi-2018 (date de vente).

M 33 Événements survenus après la clôture du bilan

Après la clôture du bilan et jusqu'à l'approbation des comptes de la maison mère par le Conseil d'administration le 10 avril 2019, il ne s'est produit aucun autre événement qu'il faille mentionner dans le présent rapport.

Proposition

Selon la réunion du Conseil d'administration du 10 avril 2019, compte tenu des commentaires qui précèdent sur l'exercice financier 2018 de la maison mère et du rapport ci-après de l'organe de révision, nous proposons à l'Assemblée des délégués de la SSR du 26 avril 2019 d'approuver les comptes 2018 de la maison mère.

L'exercice 2018 se solde par un bénéfice de 6,8 millions de francs, que nous proposons d'ajouter sous le report de pertes.

Société suisse de radiodiffusion et télévision



Le président
Jean-Michel Cina



Le directeur général
Gilles Marchand

Rapport de l'organe de révision

A l'Assemblée des délégués de la Société suisse de radiodiffusion et télévision, Berne

Rapport de l'organe de révision sur les comptes annuels

En notre qualité d'organe de révision, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Société suisse de radiodiffusion et télévision, comprenant le bilan, le compte de résultat, le tableau des flux de trésorerie, le tableau des capitaux propres et l'annexe (pages 144 - 164) pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2018.

Responsabilité du Conseil d'administration

La responsabilité de l'établissement des comptes annuels, conformément aux Swiss GAAP RPC, aux dispositions légales et aux statuts, incombe au Conseil d'administration. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le maintien d'un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, le Conseil d'administration est responsable du choix et de l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que des estimations comptables adéquates.

Responsabilité de l'organe de révision

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les comptes annuels. Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes d'audit suisses. Ces normes requièrent de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne contiennent pas d'anomalies significatives. Un audit inclut la mise en œuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes annuels. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes annuels puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées, du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes annuels dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion d'audit

Selon notre appréciation, les comptes annuels pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2018 donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats, conformément aux Swiss GAAP RPC, et sont conformes à la loi suisse et aux statuts.

Rapport sur d'autres dispositions légales

Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément conformément à la loi sur la surveillance de la révision (LSR) et d'indépendance (art. 728 CO) et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance.

Conformément à l'art. 728a al. 1 chiffre 3 CO et à la Norme d'audit suisse 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes annuels, défini selon les prescriptions du Conseil d'administration.

Nous recommandons d'approuver les comptes annuels qui vous sont soumis.

BDO SA



Martin Nay
Expert-réviseur agréé
Réviseur responsable



Matthias Hildebrandt
Expert-réviseur agréé

Berne, le 10 avril 2019

Comptes du groupe

Compte de résultat

CHF 1000	Annexe	2017	2018	Evolution
Redevance radio/TV	G1	1 218 516	1 206 422	-12 094
Recettes commerciales	G2	299 803	287 995	-11 808
Autres recettes	G3	73 543	151 718	78 175
Produit d'exploitation		1 591 862	1 646 135	54 273
Charges de personnel	G4	789 137	814 075	24 938
Charges programme et production	G5	457 359	505 169	47 810
Charges administratives et publicitaires générales	G6	112 238	117 328	5 090
Amortissements et corrections de valeur	G7	85 595	83 372	-2 223
Autres charges d'exploitation	G8	118 479	112 652	-5 827
Charges d'exploitation		1 562 808	1 632 596	69 788
Résultat d'exploitation		29 054	13 539	-15 515
Résultat financier	G9	-1 202	13 148	14 350
Impôts	G10	-230	-17 880	-17 650
Part des entités associées au résultat		-2 111	-4 046	-1 935
Participations minoritaires		-1	-	1
Résultat du groupe		25 510	4 761	-20 749

G = Comptes du groupe, annexe

Comptes
du groupe**Bilan**

CHF 1000				
	Annexe	2017	2018	Evolution
Liquidités	G11	153 676	130 808	-22 868
Papiers-valeurs et autres placements à court terme	G12	4 172	-	-4 172
Créances résultant de livraisons et de prestations	G13	70 383	62 345	-8 038
Autres créances	G14	9 625	23 604	13 979
Stock de programmes et marchandises	G15	141 159	123 067	-18 092
Comptes de régularisation actifs	G16	35 266	22 563	-12 703
Actifs circulants		414 281	362 387	-51 894
Immobilisations corporelles	G17	662 144	683 429	21 285
Entités associées	K18	19 735	804	-18 931
Immobilisations financières	K19	7 435	8 875	1 440
Immobilisations incorporelles	G20	6 575	6 576	1
Actifs immobilisés		695 889	699 684	3 795
Actifs		1 110 170	1 062 071	-48 099
Engagements résultant de livraisons et de prestations	G21	44 211	71 242	27 031
Encaissement anticipé de la redevance ¹⁾	G22	222 135	-	-222 135
Autres dettes	G23	27 011	21 245	-5 766
Provisions à court terme	G24	10 891	49 887	38 996
Comptes de régularisation passifs	G25	72 568	55 261	-17 307
Capitaux étrangers à court terme		376 816	197 635	-179 181
Dettes financières à long terme	G26	250 000	350 000	100 000
Provisions à long terme	G27	55 761	77 382	21 621
Capitaux étrangers à long terme		305 761	427 382	121 621
Capitaux étrangers		682 577	625 017	-57 560
Capital social		480 000	480 000	-
Pertes cumulées ¹⁾		-77 959	-47 707	30 252
Résultat du groupe		25 510	4 761	-20 749
Capitaux propres		427 551	437 054	9 503
Intérêts minoritaires		42	-	-42
Passifs		1 110 170	1 062 071	-48 099

G Comptes du groupe, annexe

¹⁾ Ces positions englobent un retraitement de l'encaissement anticipé de la redevance. Voir explication p. 170.

Tableau de financement

CHF 1000	Annexe	2017	2018	Evolution
Résultat du groupe		25 510	4 761	-20 749
Résultat intérêts minoritaires		1	-	-1
Part des entités associées au résultat		2 111	4 046	1 935
Amortissements	G7	86 432	83 231	-3 201
Corrections de valeur	G7	-837	141	978
Variation provisions sans incidence sur le fonds	G24/G27	-18 133	59 717	77 850
Autres charges sans incidence sur le fonds		-248	447	695
Perte résultant de la vente d'immobilisations corporelles et placement fin.		54	69	15
Bénéfice résultant de la vente d'immobilisations corporelles et placement fin.		-102	-81 051	-80 949
Variation papiers-valeurs	G12	-2 037	4 172	6 209
Variation créances résultant de livraisons et de prestations	G13	-5 561	8 038	13 599
Variation stock de programmes et marchandises	G15	-19 832	18 092	37 924
Variation autres créances et comptes de régularisation actifs	G14/G16	-19 471	-1 276	18 195
Variation engagements découlant de livraisons et de prestations	G21	-8 140	27 031	35 171
Variation autres dettes et comptes de régularisation passifs	G22/G23/G25	13 960	-245 208	-259 168
Flux de fonds liés à l'exploitation		53 707	-117 790	-171 497
Achat d'immobilisations corporelles	G17	-98 356	-112 071	-13 715
Vente d'immobilisations corporelles	G17	130	90 083	89 953
Achat d'immobilisations financières		-	-5	-5
Vente d'immobilisations financières		93	13 261	13 168
Prêt accordé	G19	-5 333	-60	5 273
Remboursement d'un prêt	G19	30	5 363	5 333
Achat d'immobilisations incorporelles	G20	-2 147	-1 649	498
Flux de fonds liés aux opérations d'investissement		-105 583	-5 078	100 505
Free cashflow		-51 876	-122 868	-70 992
Paiement de dividendes des entités associées		1 976	-	-1 976
Opérations de financement	G26	-	100 000	100 000
Flux de fonds liés aux opérations de financement		1 976	100 000	98 024
Variation des fonds		-49 900	-22 868	27 032
Liquidités au 1er janvier	G11	203 576	153 676	
Liquidités au 31 décembre	G11	153 676	130 808	
Variation des fonds		-49 900	-22 868	27 032

G = comptes du groupe, annexe

Tableau des capitaux propres

CHF 1000						
	Réserve de base	Pertes cumulées	Ecart de conversion cumulés	Total sans les parts des minori- taires	Parts des minoritaires	Total avec les parts des minori- taires
Solde au 1^{er} janvier 2017	480 000	-51 242	-2 770	425 988	41	426 029
Retraitement encaissement anticipé de la redevance ¹⁾	-	-26 054	-	-26 054	-	-26 054
Ecart monnaies étrangères	-	-	1 351	1 351	-	1 351
Adaptation des entités associées	-	756	-	756	-	756
Résultat du groupe	-	25 510	-	25 510	1	25 511
Solde au 31 décembre 2017	480 000	-51 030	-1 419	427 551	42	427 593
Recycling Goodwill	-	3 607	-	3 607	-	3 607
Réalisation des écarts monnaies étrangères	-	-	1 419	1 419	-	1 419
Changement de périmètre de consolidation ²⁾	-	-284	-	-284	-42	-326
Résultat du groupe	-	4 761	-	4 761	-	4 761
Solde au 31 décembre 2018	480 000	-42 946	-	437 054	-	437 054

¹⁾ Voir explication p. 170.²⁾ Cette position englobe l'évolution de la réserve sur bénéfice liée à la vente partielle de SwissMediaCast AG ainsi que de la liquidation de MCDT AG et de MxLab AG.

Principes régissant l'établissement des comptes

Généralités

Les comptes annuels du groupe de la Société suisse de radiodiffusion et télévision sise à Berne (ci-après SSR) sont établis conformément aux Swiss GAAP RPC. Les comptes du groupe fournissent une image fidèle et sincère (true and fair view) du patrimoine, de la situation financière et des résultats.

Retraitement «Encaissement anticipé de la redevance»

Dans les comptes du groupe 2017, un montant de 26,1 millions de francs n'avait pas été porté en compte à la position «Encaissement anticipé de la redevance» (G 22), tant au 31 décembre 2017 qu'au 31 décembre 2016. Les valeurs prises en considération ces deux dernières années se basaient sur les indications de l'organe d'encaissement. Elles comprenaient les redevances déjà facturées pour l'année suivante par l'organe moins les créances ouvertes. Cependant et par erreur, les postes créanciers avaient été repris sans tenir compte d'un éventuel abandon (ducroire) des confirmations de solde transmises par l'organe.

Cette erreur s'est produite pour la première fois à l'exercice 2011, lorsque l'organe d'encaissement est passé d'une facturation trimestrielle à une facturation annuelle, et que le ducroire n'a plus été pris en compte dans le décompte de fin d'année. La nouvelle procédure de comptabilisation découlant du système de facture annuelle a eu pour effet que le résultat annuel et les réserves provenant des bénéfices ont été présentés de manière trop favorable, car ils ne tenaient pas compte du solde de ducroire de 15,9 millions de francs au 31 décembre 2011. Les années suivantes, les abandons définitifs de créance après recouvrement légal ont été enregistrés dans les comptes du groupe sous forme de diminutions de recettes, mais pas les variations des éventuels abandons de créance résultant de l'encaissement des redevances de réception.

C'est lors du passage du système de redevance de réception à celui de redevance média, au 31 décembre 2018, que cette erreur survenue les années précédentes a été découverte. Il s'ensuit que l'éventuel abandon de créance des redevances encore dues doit être intégralement porté au compte des exercices précédents. La SSR table sur un ducroire nécessaire de 26,1 millions de francs au 31 décembre 2016. Le calcul de l'éventuel abandon de créance au 31 décembre 2017 montre un écart négligeable par rapport à 2016; il n'est donc pas nécessaire de rectifier le compte de résultat 2017. Le ducroire sera passé pour 90 % au compte des créances probablement non recouvrables et pour 2 % à celui des autres débiteurs. Ces calculs se basent sur les valeurs empiriques des années précédentes.

La correction de cette erreur impacte comme suit le bilan du groupe. Le compte de résultat et le tableau de financement du groupe ne sont pas touchés par le retraitement.

Bilan

CHF 1000	Annexe	2017 rapporté	2017 retraité	Retraitement
Encaissement anticipé de la redevance	G 22	196 081	222 135	26 054
Capitaux étrangers à court terme		350 762	376 816	26 054
Capitaux étrangers à long terme		305 761	305 761	-
Pertes cumulées		-51 905	-77 959	-26 054
Résultat annuel		25 510	25 510	-
Capitaux propres		453 605	427 551	-26 054
Passifs		1 110 170	1 110 170	-

Conversion des monnaies étrangères

La comptabilité des comptes du groupe est tenue en monnaie nationale (franc suisse, CHF). Les créances et les dettes portées au bilan en monnaie étrangère sont converties au cours en vigueur à la date de clôture du bilan. Les transactions en monnaies étrangères sont converties en francs suisses (CHF) au cours en vigueur à la date de la transaction. Les gains et pertes de change résultant des transactions en monnaies étrangères sont ainsi comptabilisés avec effet sur les résultats.

Institutions de prévoyance

Les répercussions économiques réelles des engagements de prévoyance sont présentées conformément à la Swiss GAAP RPC 16, sur la base des comptes annuels de la Caisse de pension SSR (CPS) établis selon la Swiss GAAP RPC 26. Des informations détaillées sont fournies dans l'annexe des comptes du groupe pour l'année 2018 (G 30).

Principes d'activation et d'évaluation

Le principe appliqué aux comptes annuels du groupe est celui de l'évaluation des éléments de fortune au prix d'acquisition ou de production. Les actifs et les passifs sont soumis au principe de l'évaluation séparée. Lorsque ce principe n'est pas applicable ou adapté, l'évaluation repose sur des groupes homogènes. A chaque clôture de bilan, la valeur des actifs est réexaminée. En cas de diminution, la valeur comptable est abaissée à la valeur réalisable et la dépréciation d'actif est imputée au résultat périodique. Si, ultérieurement, les raisons de cette détérioration de la valeur disparaissent (partiellement), on effectue une réévaluation par le compte de résultat.

Liquidités

Les liquidités comprennent l'encaisse, les comptes postaux et les avoirs bancaires, de même que les fonds assimilés à des liquidités comme les dépôts à terme, les fonds à vue et les dépôts dont la durée résiduelle ne dépasse pas 90 jours. Leur évaluation se fait à la valeur nominale.

Papiers-valeurs et autres placements à court terme

Cette catégorie englobe les titres négociés sur le marché et facilement réalisables qui servent de réserves de liquidités dans le cadre de la politique financière. Ils sont évalués au cours de la bourse en vigueur à la date de clôture du bilan. Les dépôts à terme d'une durée résiduelle supérieure à 90 jours sont eux aussi portés au bilan sous cette catégorie et évalués à la valeur nominale.

Créances

Les créances comprennent toutes les prétentions à l'égard de tiers qui n'ont pas encore été satisfaites. Elles sont évaluées à la valeur nominale, après déduction des dépréciations nécessaires. Après déduction des dépréciations pour chaque valeur nominale, le total restant est soumis à une dépréciation globale de 2 % (valeur empirique) afin de couvrir le risque général d'insolvabilité et de taux d'intérêt.

Stocks

Les stocks sont portés au bilan à la valeur d'acquisition ou de production, mais au maximum à la valeur nette réalisable. Ils englobent essentiellement les stocks de programmes télévisés et pour le web (productions internes et externes, y compris les droits cinématographiques) et les marchandises. Les coûts d'acquisition ou de production de l'intégralité des stocks de programmes sont activés puis entièrement amortis après la première diffusion. Les droits de rediffusion ne sont pas activés. La valeur des stocks de programmes activés est réexaminée en permanence. Les stocks de programmes qui ne sont plus diffusables sont imputés dans leur totalité au compte de résultat. En vertu du principe d'importance relative, les droits de diffusion et les préproductions de programme radio ne sont pas activés. Sont également comptabilisées à ce poste, outre les stocks à l'inventaire proprement dits, les avances versées aux fournisseurs.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à la valeur d'acquisition ou de production, déduction faite des amortissements et des dépréciations nécessaires. Les immobilisations en cours de construction comprennent les coûts de projet activables cumulés. Les charges non activables et les charges d'intérêts sont imputées au compte de résultat en fonction de la période correspondante et de leur type. Les biens d'équipement d'une valeur inférieure à 5000 francs ne sont pas activés mais imputés directement au compte de résultat au moment de leur acquisition. Outre les stocks à l'inventaire proprement dits, les immobilisations corporelles comprennent les avances versées aux fournisseurs pour des immobilisations corporelles. Les amortissements sont effectués sur la base de la valeur d'acquisition ou de production, linéairement sur la période d'utilisation estimée. Le premier amortissement intervient à la mise en service, à l'achèvement des travaux ou au moment du transfert de propriété, au prorata temporis.

Les durées d'amortissement sont les suivantes:

- Bâtiments de 10 à 50 ans
- Moyens de production et informatique de 3 à 10 ans
- Autres immobilisations corporelles de 3 à 10 ans

La valeur des terrains n'est corrigée qu'exceptionnellement.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition ou de production, déduction faite des amortissements et des dépréciations cumulés. Seules les valeurs associées à une utilité mesurable s'étalant sur plusieurs années sont activées. Les immobilisations incorporelles générées par la SSR ne figurent qu'à titre exceptionnel dans les actifs. Les amortissements sont effectués linéairement sur la période d'utilisation estimée, qui s'étend d'ordinaire de 3 à 5 ans. Les immobilisations incorporelles destinées à être commercialisées (droits de programme ou de diffusion, par exemple) sont traitées comme des stocks.

**Comptes
du groupe**

Immobilisations financières

Les immobilisations financières à long terme comprennent les titres sans caractère de participation, acquis à des fins de placement à longue échéance, ainsi que les prêts et les participations. Les titres et les prêts sont portés au bilan à la valeur d'acquisition ou à la valeur nominale, déduction faite des éventuelles dépréciations nécessaires pour couvrir des pertes de valeur durables ou le risque d'insolvabilité. Les participations sont portées au bilan au prix d'acquisition, déduction faite d'éventuelles dépréciations liées à des pertes de valeur durables.

Instruments financiers dérivés

Les instruments destinés à garantir le futur cashflow ne sont pas portés au bilan; en attendant la réalisation de celui-ci, ils figurent uniquement dans l'annexe.

Engagements et engagements conditionnels

Les engagements en cours sont comptabilisés à la valeur nominale. D'éventuels engagements rémunérés à court terme sont présentés séparément. Les engagements conditionnels mentionnés en annexe sont également enregistrés à leur valeur nominale.

Encaissement anticipé de la redevance

Etant donné que la redevance est facturée une seule fois par an et que la procédure ordinaire prescrit de transmettre les rentrées de fonds à la SSR, une partie en est encaissée pour l'année suivante. Cette partie de la redevance est considérée comme un encaissement anticipé et comptabilisée au passif sous «Encaissement anticipé de la redevance». Du fait du passage à une redevance média, cette position devient caduque.

Comptes de régularisation

Les comptes de régularisation actifs et passifs servent à régulariser les écritures (produits et charges) entre deux périodes comptables.

Provisions

Les provisions sont des engagements probables, fondés sur un événement passé, dont le montant et/ou l'échéance sont incertains, mais estimables. Ces engagements constituent des passifs exigibles. Les provisions ne couvrent pas les corrections de valeur d'actifs. Par ailleurs, l'événement doit avoir eu lieu avant la date de clôture du bilan. Les provisions de restructuration ne peuvent être constituées qu'après présentation d'un plan de restructuration détaillé, déjà mis en œuvre ou annoncé. Le solde de temps à long terme du personnel est porté au passif sous les provisions pour le personnel. Les autres provisions couvrent les litiges juridiques et les autres risques. Les impôts différés sont comptabilisés sur la base de l'application de valeurs déterminées selon la méthode de la juste valeur (true and fair) par comparaison avec les valeurs applicables en droit fiscal. Pour l'ensemble des provisions, on distingue les engagements à court terme et les engagements à long terme. Sont considérées comme provisions à court terme toutes les positions dont l'échéance probable se situe dans les 12 prochains mois. Dès lors que l'échéance probable dépasse les 12 mois, l'engagement entre dans la catégorie des provisions à long terme. Si le facteur temps joue un rôle essentiel, les positions sont actualisées au taux de 1 %. Le taux d'escompte est examiné tous les ans et ajusté si nécessaire.

Produits

Les redevances de réception pour la radio et la télévision sont intégrées au compte de résultat conformément au décompte de la société BILLAG, l'organe d'encaissement mandaté par l'Office fédéral de la communication (OFCOM). Le sponsoring et la publicité sont principalement commercialisés par Admeira AG. Ces produits sont coordonnés et comptabilisés dans le compte de résultat pour la période concernée (après leur diffusion). Le montant des recettes publicitaires est toujours présenté en net. En d'autres termes, les rabais pratiqués ou convenus au moment de la signature du contrat et la commission de vente, ainsi que les taxes et redevances, sont directement déduits du produit publicitaire brut. Les autres produits commerciaux et les autres produits contiennent toutes les recettes liées aux activités de radio/télévision et comprises dans la période sous revue.

Principes de consolidation

Généralités

La clôture des comptes du groupe repose sur la clôture des comptes des sociétés du groupe au 31 décembre, opérée selon les mêmes principes.

Périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation englobe les principales sociétés dans laquelle la SSR détient une participation au capital directe ou indirecte et la majorité des droits de vote, ou dans lesquelles elle exerce un contrôle direct ou indirect sous une autre forme. Le périmètre de consolidation regroupe les entreprises suivantes:

Comptes
du groupe**Société suisse de radiodiffusion et télévision, Berne**

Maison mère (holding), sous la forme juridique d'une association

Sociétés du groupe	2017	2018
Technology and Production Center Switzerland AG, Zurich Capital actions CHF 10,0 mio. Fabrication de produits audiovisuels pour diffuseurs TV suisses et étrangers	100%	100%
Swiss TXT AG, Bienne Capital actions CHF 1,0 mio. Télétexte et Data Broadcast	100%	100%
Telvetia SA, Berne Capital actions CHF 1,0 mio Participations dans le domaine de la radiofusion	100%	100%

Les sociétés du groupe MCDT AG et Mxlab AG ont été liquidées en 2018, un terme ayant été mis à leurs activités. Swiss Radioplayer GmbH (participation à 25 %) et Radio Events GmbH (participation à 50 %), au capital initial de 20 000 francs chacune, ne sont pas consolidées en vertu du principe d'importance relative; elles figurent parmi les autres participations. La liste complète des entités associées et des autres participations figure dans l'annexe des comptes du groupe (G 38).

Méthode de consolidation et goodwill

Les participations inférieures à 20 % des droits de vote et celles de moindre importance sont portées au bilan au prix d'acquisition, déduction faite d'éventuels ajustements liés à des pertes de valeur durables. La valeur des participations entre 20 % et 50 % est évaluée selon la méthode de la mise en équivalence (part des capitaux propres) et portée au bilan. Les participations supérieures à 50 % sont intégralement consolidées. La consolidation du capital s'effectue selon la méthode anglo-saxonne de l'acquisition. Les capitaux propres de la société consolidée sont inscrits dans les comptes annuels de la maison mère (holding) à la valeur comptable de la participation au moment de l'acquisition ou de la fondation. Les actifs et les passifs des sociétés du groupe sont évalués selon des critères homogènes au moment de la première consolidation. Suite à cette réévaluation, l'éventuelle différence entre le prix d'achat ou la valeur comptable de la participation (valeur d'acquisition) et les capitaux propres d'une société acquise est compensée directement au titre de goodwill avec les capitaux propres au moment de l'acquisition. Lors de la vente de sociétés, le goodwill imputé sur les capitaux propres est recyclé.

Conformément à la méthode de la consolidation intégrale, les actifs et les passifs ainsi que les charges et les produits des sociétés consolidées sont repris dans leur intégralité, tandis que les parts des actionnaires minoritaires au capital propre et au bénéfice sont présentées séparément.

Monnaies étrangères

La comptabilité de la maison mère et des diverses sociétés du groupe est tenue en monnaie nationale (franc suisse, CHF). Les créances et les dettes portées au bilan en monnaie étrangère sont converties au cours en vigueur à la date de clôture du bilan. Les transactions en monnaies étrangères sont converties en francs suisses (CHF) au cours de change en vigueur à la date de la transaction. Les gains et pertes de change résultant des transactions en monnaies étrangères sont ainsi comptabilisés avec effet sur les résultats. Les différences de cours résultant de la réévaluation des parts des sociétés étrangères associées sont comptabilisées dans les capitaux propres.

Consolidation des dettes, chiffre d'affaires interne et bénéfices intermédiaires

Les charges et les produits réalisés entre les sociétés consolidées ainsi que leurs dettes et créances réciproques sont éliminés. Les bénéfices intermédiaires sur stocks sont éliminés dans les comptes consolidés, avec un effet sur le résultat.

Impôts

Les provisions pour impôts différés sont constituées au bilan des participations consolidées en raison des écarts temporels entre les valeurs consolidées et les valeurs fiscales. Sur ces montants, les impôts sont provisionnés au taux effectif attendu, soit 22 % en moyenne.

Annexe avec explications

G1 Redevances de réception

CHF 1000	2017	2018	Evolution
Redevance télévision	761 395	752 323	-9 072
Redevance radio	457 121	454 099	-3 022
Total	1 218 516	1 206 422	-12 094

Les **redevances de réception** enregistrent une baisse de 12,1 millions de francs (2017: +0,6 million). Ce recul s'explique avant tout par les coûts du changement de système – passage d'une redevance de réception à une redevance média – ceux-ci ayant été passés au compte des redevances de réception 2018.

G2 Recettes commerciales

CHF 1000	2017	2018	Evolution
Publicité	215 100	201 927	-13 173
Sponsoring	48 692	48 284	-408
Programme	36 011	37 784	1 773
Total	299 803	287 995	-11 808

Durant l'année sous revue, avec une baisse de 13,2 millions de francs (2017: -15,5 millions), les **recettes commerciales** ont à nouveau reculé. Cette diminution résulte en particulier du fait que les principaux annonceurs transfèrent leurs dépenses publicitaires du marché TV aux supports numériques et aux plates-formes de réseaux sociaux pour toucher les publics-cibles jeunes et baisser leurs coûts. En outre, la guerre des prix, de plus en plus dure, et l'augmentation des coûts de commercialisation ont elles aussi contribué à ce recul. Le **produit du programme** a progressé de 1,8 million de francs (2017: -7,4 millions). D'une part, la SSR a vu ses chiffres d'affaires Call-Media (appels de téléspectateurs) reculer de 1,7 million de francs mais, d'autre part, la Business Unit Sport s'est davantage profilée comme Host Broadcaster, engrangeant un surplus de recettes de 3,3 millions de francs.

G3 Autres recettes

CHF 1000	2017	2018	Evolution
Contributions	24 768	23 772	-996
Prestations de services	29 977	29 321	-656
Autre produit d'exploitation	18 798	98 625	79 827
Total	73 543	151 718	78 175

L'augmentation des **autres produits d'exploitation** de 79,8 millions de francs (2017: -24,4 millions) s'explique principalement par la vente d'un terrain.

G4 Charges de personnel

CHF 1000	2017	2018	Evolution
Salaires	614 256	627 341	13 085
Indemnités	22 095	22 362	267
Prestations sociales	134 972	130 896	-4 076
Autres charges de personnel	17 814	33 476	15 662
Total	789 137	814 075	24 938

Par rapport à l'exercice précédent, les **salaires** ont augmenté de 13,1 millions de francs (2017: -3,6 millions), une progression que l'on impute aux mesures salariales générales et individuelles et à la suppression des indemnités journalières en cas de maladie (voir Prestations sociales). Malgré des salaires plus élevés, les **prestations sociales** reculent de 4,1 millions de francs (2017: +14,3 millions). Le surplus de dépenses lié à l'augmentation des salaires s'est élevé à 2,5 millions de francs. Grâce à la suppression de l'assurance indemnités journalières en cas de maladie – frais que la SSR assumera désormais seule – les prestations sociales ont diminué de 6,6 millions de francs. Les **autres charges de personnel** ont quant à elles augmenté de 15,7 millions de francs (2017: +11,6 millions). D'une part, la position a été dégrevée du fait de la moindre utilisation de personnel temporaire (-3,5 millions de francs) et, d'autre part, elle a été grevée de la constitution de réserves pour les restructurations en cours et à venir (+18,3 millions) et pour les absences prolongées pour cause de maladie (+1,9 million).

G5 Charges programme et production

CHF 1000	2017	2018	Evolution
Indemnités artistes et auteurs	29 273	27 012	-2 261
Droits d'auteur	109 745	115 669	5 924
Productions de tiers et commandes	232 388	237 381	4 993
Charges de liaisons et de lignes	78 408	103 809	25 401
Charges diverses programme et production	14 030	14 537	507
Variation des stocks de programmes	-6 485	6 761	13 246
Total	457 359	505 169	47 810

Alors que les **indemnités versées aux artistes et auteurs** ont diminué de 2,3 millions de francs (2017: +0,3 million), les **droits d'auteur** ont quant à eux progressé de 5,9 millions de francs (2017: -10,5 millions) et les mandats de **production/productions de tiers** de 5,0 millions de francs (2017: +16,8 millions). Ces progressions s'expliquent essentiellement par les coûts de droit d'auteur et de production supplémentaires et plus élevés en lien avec les grandes manifestations sportives (Jeux olympiques d'hiver de PyeongChang notamment). L'augmentation exceptionnelle de 25,4 millions de francs (2017: -5,1 millions) des **charges de liaisons et de lignes** découle essentiellement du fait des provisions liées au démantèlement des réseaux OUC et TNT (+23,6 millions de francs) et à l'optimisation du DAB (+1,7 million).

G6 Frais administratifs et publicité

CHF 1000	2017	2018	Evolution
Charges administratives	34 581	38 130	3 549
Publicité	24 727	24 255	-472
Communication, logistique et frais	52 930	54 943	2 013
Total	112 238	117 328	5 090

Les **charges administratives** ont augmenté de 3,5 millions de francs (2017: -1,5 million). Alors que les frais généraux d'administration reculent, des frais de location (+1,9 million de francs) et de logiciels (+1,0 million) supplémentaires grèvent les comptes annuels. Durant l'année sous revue, les **charges de communication et de logistique** ainsi que les frais ont progressé de 2,0 millions de francs (2017: -2,1 millions) du fait des nombreux déplacements effectués dans le cadre des Jeux olympiques d'hiver de PyeongChang et de la Coupe de monde de football en Russie.

G7 Amortissements et corrections de valeur

CHF 1000	2017	2018	Evolution
Amortissements prévus immobilisations corporelles	82 941	79 743	-3 198
Dépréciations immobilisations corporelles	-855	247	1 102
Immobilisations corporelles	82 086	79 990	-2 096
Dépréciations immobilisations financières	-	-106	-106
Immobilisations financières	-	-106	-106
Amortissements prévus valeurs incorporelles	3 491	3 488	-3
Dépréciations valeurs incorporelles	18	-	-18
Valeurs incorporelles	3 509	3 488	-21
Total	85 595	83 372	-2 223

L'écart total entre les **amortissements et les dépréciations** a diminué de 2,2 millions de francs (2017: -35,1 millions). La valeur négative des dépréciations sur les immobilisations financières provient du remboursement d'un prêt déprécié et de la vente de participations dépréciées.

Comptes
du groupe**G8 Autres charges d'exploitation**

CHF 1000	2017	2018	Evolution
Entretien et remplacement	52 370	52 491	121
Autres charges	66 109	60 161	-5 948
Total	118 479	112 652	-5 827

Les **autres charges** affichent une baisse de 5,9 millions de francs (2017: -15,1 millions), un recul expliqué par des dépenses pour prestations externes moins élevées (-5,2 millions) et des contributions moindres à divers fonds et fondations (-0,6 million).

G9 Résultat financier

CHF 1000	2017	2018	Evolution
Produits financiers	4 123	19 021	14 898
Charges financières	-5 325	-5 873	-548
Total	-1 202	13 148	14 350

Durant l'année sous revue, le **résultat financier** a augmenté de 14,4 millions de francs (2017: +1,8 million), une évolution qui s'explique essentiellement par la vente de deux participations.

G10 Impôts

CHF 1000	2017	2018	Evolution
Impôts courants	-111	-17 880	-17 769
Variation impôts différés	-119	-	119
Total	-230	-17 880	-17 650

L'évolution des **impôts** s'explique principalement par l'impôt anticipé sur les plus-values immobilières (17,8 millions de francs) découlant de la vente d'un terrain.

G11 Liquidités

CHF 1000	2017	2018	Evolution
Comptes de caisse, comptes postaux, comptes bancaires	153 667	130 796	-22 871
Fonds assimilés à des liquidités	9	12	3
Total	153 676	130 808	-22 868

Le détail de ces évolutions figure dans le tableau des mouvements de trésorerie du groupe.

G12 Papiers-valeurs et autres placements à court terme

CHF 1000	2017	2018	Evolution
Papiers-valeurs	4 172	-	-4 172
Total	4 172	-	-4 172

Les **papiers valeurs** de l'exercice précédent ont été vendus dans leur intégralité.

G13 Créances résultant de livraisons et de prestations

CHF 1000	2017	2018	Evolution
Tiers	20 164	24 337	4 173
Sociétés affiliées	50 865	38 493	-12 372
Corrections de valeur	-646	-485	161
Total	70 383	62 345	-8 038

Les **créances résultant de livraisons et de prestations** enregistrent une baisse de 8,0 millions (2017: +5,6 millions). Le recul enregistré par les sociétés affiliées (-12,4 millions de francs) découle de la vente d'une participation. Les créances ouvertes ont été reportées sous les prétentions de tiers.

G14 Autres créances à court terme

CHF 1000	2017	2018	Evolution
Tiers	9 625	23 604	13 979
Total	9 625	23 604	13 979

Les **autres créances** augmentent de 14,0 millions de francs (2017: +3,4 millions) composés essentiellement d'une retenue d'impôt découlant de la vente d'un terrain (17,8 millions).

G15 Stocks de programmes et de marchandises

CHF 1000	2017	2018	Evolution
Paiements anticipés de programmes	29 874	18 854	-11 020
Productions maison	58 865	55 505	-3 360
Productions de tiers	51 655	48 112	-3 543
Corrections de valeurs	-542	-402	140
Stocks de programmes	109 978	103 215	-6 763
Stocks de marchandises	1 307	998	-309
Total	141 159	123 067	-18 092

Les **paiements anticipés** affichent une baisse de 11,0 millions de francs (2017: +13,4 millions) – un recul qui s'explique essentiellement du fait des droits sportifs. Seules les dépenses se rapportant à des productions vidéo et films non encore diffusés sont portées à l'actif des **stocks de programmes**. Elles sont en baisse de 6,8 millions de francs (2017: +6,2 millions). Pour des raisons d'importance relative, les productions radio ne sont pas activées.

G16 Compte de régularisation actif

CHF 1000	2017	2018	Evolution
Tiers	34 949	22 563	-12 386
Sociétés affiliées	317	-	-317
Total	35 266	22 563	-12 703

Les **comptes de régularisation actifs** enregistrent une diminution de 12,7 millions de francs (2017: +16,1 millions) imputable pour l'essentiel à l'abandon de la régularisation des redevances de réception.

G17 Immobilisations corporelles

CHF 1000	Terrains et bâtiments	Moyens de production et informatique	Immobilisations en construction et paiements anticipés	Autres immobilisations corporelles	Total
Valeurs comptables nettes 1.1.2017	406 892	157 542	75 084	7 661	647 179
Valeurs d'acquisition					
Solde au 1.1.2017	949 010	698 605	75 084	38 485	1 761 184
Entrées	4 915	29 665	62 260	1 507	98 347
Sorties	-3 688	-98 916	-1	-6 736	-109 341
Reclassifications	1 655	7 101	-10 195	482	-957
Solde au 31.12.2017	951 892	636 455	127 148	33 738	1 749 233
Corrections de valeur cumulées					
Solde au 1.1.2017	-542 118	-541 063	-	-30 824	-1 114 005
Amortissements prévus	-27 380	-53 061	-	-2 500	-82 941
Dépréciations	1 210	-355	-	-	855
Sorties	3 688	98 578	-	6 736	109 002
Solde au 31.12.2017	-564 600	-495 901	-	-26 588	-1 087 089
Valeurs comptables nettes 31.12.2017	387 292	140 554	127 148	7 150	662 144
Valeurs d'acquisition					
Solde au 1.1.2018	951 892	636 455	127 148	33 738	1 749 233
Entrées	21 267	34 080	55 314	2 136	112 797
Sorties	-9 624	-64 329	-936	-1 668	-76 557
Reclassifications	749	6 651	-9 115	179	-1 536
Solde au 31.12.2018	964 284	612 857	172 411	34 385	1 783 937
Corrections de valeur cumulées					
Solde au 1.1.2018	-564 600	-495 901	-	-26 588	-1 087 089
Amortissements prévus	-27 454	-49 621	-	-2 668	-79 743
Dépréciations	-	-247	-	-	-247
Sorties	589	64 322	-	1 660	66 571
Solde au 31.12.2018	-591 465	-481 447	-	-27 596	-1 100 508
Valeurs comptables nettes 31.12.2018	372 819	131 410	172 411	6 789	683 429

Les **acomptes** figurant dans les immobilisations en construction et paiements anticipés s'élèvent à 13 000 francs (2017: 5 000 francs). La part de **terrains non bâtis** se monte à 1,7 million de francs (2017: 10,7 millions). Le solde de la reclassification a été transféré aux immobilisations incorporelles (voir G 20).

G 18 Sociétés affiliées

CHF 1000	2017	2018	Evolution
Entités associées	19 735	804	-18 931
Total	19 735	804	-18 931

Le recul de la valeur des **sociétés affiliées** de 18,9 millions de francs (2017: -2,0 millions) est principalement imputable à la vente de deux participations.

G 19 Immobilisations financières

CHF 1000	Créances à long terme	Autres participations	Prêts	Titres	Actifs provenant de la réserve de cotisations d'employeur	Total
Valeurs comptables nettes 1.1.2017	-	564	30	2	1 090	1 686
Valeurs d'acquisition						
Solde au 1.1.2017	-	899	140	2	1 090	2 131
Entrées	-	-	5 333	-	526	5 859
Sorties	-	-	-30	-	-90	-120
Reclassifications	-	-	-	-	-	-
Solde au 31.12.2017	-	899	5 443	2	1 526	7 870
Corrections de valeur cumulées						
Solde au 1.1.2017	-	-335	-110	-	-	-445
Entrées	-	-	-	-	-	-
Sorties	-	-	10	-	-	10
Solde au 31.12.2017	-	-335	-100	-	-	-435
Valeurs comptables nettes 31.12.2017	-	564	5 343	2	1 526	7 435
Valeurs d'acquisition						
Solde au 1.1.2018	-	899	5 443	2	1 526	7 870
Entrées	6 614	108	60	-	-	6 782
Sorties	-	-77	-5 433	-	-10	-5 520
Reclassifications	-	-	-	-	-	-
Solde au 31.12.2018	6 614	930	70	2	1 516	9 132
Corrections de valeur cumulées						
Solde au 1.1.2018	-	-335	-100	-	-	-435
Entrées	-	-	-	-	-	-
Sorties	-	78	100	-	-	178
Solde au 31.12.2018	-	-257	-	-	-	-257
Valeurs comptables nettes 31.12.2018	6 614	673	70	2	1 516	8 875

Le **produit des prestations** de service progresse de 1,4 million (2017: +5,7 millions) en raison avant tout de la progression des créances à long terme (+6,6 millions) et d'un remboursement de prêt (-5,4 millions). L'augmentation des **autres participations** de 103'000 francs est principalement due à un reclassement des sociétés affiliées après la vente partielle de SwissMediaCast AG.

G20 Immobilisations incorporelles

CHF 1000			
	Logiciels et licences	Autres immo- bilisations incorporelles	Total
Valeurs comptables nettes au 1.1.2017	6 973	13	6 986
Valeurs d'acquisition			
Solde au 1.1.2017	46 704	57	46 761
Entrées	2 147	-	2 147
Sorties	-3 794	-57	-3 851
Reclassifications	957	-	957
Solde au 31.12.2017	46 014	-	46 014
Corrections de valeur cumulées			
Solde au 1.1.2017	-39 731	-44	-39 775
Amortissements prévus	-3 484	-7	-3 491
Dépréciations	-18	-	-18
Sorties	3 794	51	3 845
Solde au 31.12.2017	-39 439	-	-39 439
Valeurs comptables nettes au 31.12.2017	6 575	-	6 575
Valeurs d'acquisition			
Solde au 1.1.2018	46 014	-	46 014
Entrées	1 649	-	1 649
Sorties	-838	-	-838
Reclassifications	1 536	-	1 536
Solde au 31.12.2018	48 361	-	48 361
Corrections de valeur cumulées			
Solde au 1.1.2018	-39 439	-	-39 439
Amortissements prévus	-3 488	-	-3 488
Dépréciations	-	-	-
Sorties	1 142	-	1 142
Solde au 31.12.2018	-41 785	-	-41 785
Valeurs comptables nettes au 31.12.2018	6 576	-	6 576

Les **immobilisations corporelles** demeurent inchangées (2017: -0,4 million). Le goodwill précédent a été imputé directement aux fonds propres (voir page suivante).

Comptes
du groupe**Goodwill**

Conformément aux règles comptables de la SSR, le goodwill est calculé au moment de l'acquisition avec le capital propre du groupe. L'activation théorique du goodwill aurait l'impact suivant sur le bilan:

CHF 1000	2017	2018	Evolution
Coûts d'acquisition			
Solde au 1 ^{er} janvier	3 607	3 607	-
Sortie	-	-3 607	-3 607
Solde au 31 décembre	3 607	-	-3 607
Amortissements et corrections de valeur			
Etat au 1 ^{er} janvier	-752	-1 474	-722
Amortissement prévu	-722	-361	361
Sortie	-	1 835	1 835
Solde au 31 décembre	-1 474	-	1 474
Valeur comptable nette théorique			
Solde au 1 ^{er} janvier	2 855	2 133	-722
Solde au 31 décembre	2 133	-	-2 133

La participation liée au goodwill a été vendue à l'été 2018.

Impact sur le compte de résultat

CHF 1000	2017	2018	Evolution
Résultat du groupe	25 510	4 761	-20 749
Amortissement goodwill	-722	-361	361
Résultat d'entreprise théorique (y c. amortissement du goodwill)	24 788	4 400	-20 388

Impact sur le bilan

CHF 1000	2017	2018	Evolution
Capital propre selon bilan	427 551	437 054	9 503
Activation théorique de la valeur comptable nette du goodwill	2 133	-	-2 133
Capital propre théorique (y c. amortissement du goodwill)	429 684	437 054	7 370

G21 Engagements résultat de livraisons et de prestations

CHF 1000	2017	2018	Evolution
Tiers	39 669	68 897	29 228
Sociétés proches	4 542	2 345	-2 197
Total	44 211	71 242	27 031

Les **engagements découlant de livraisons et de prestations** ont augmenté de 27,0 millions (2017: -8,1 millions). Cette évolution résulte du fait que les engagements ouverts sont désormais à nouveau honorés dans le délai ordinaire de paiement. Au cours de l'exercice précédent, ils étaient payés dès réception pour éviter les intérêts négatifs.

G22 Encaissement anticipé de la redevance

CHF 1000	2017	2018	Evolution
Encaissement anticipé de la redevance	222 135	-	-222 135
Total	222 135	-	-222 135

A fin 2018, les **redevances de réception encaissées par avance** sont passées de 222,1 millions francs à zéro en raison du changement de système au 1^{er} janvier 2019 (2017: +3,2 millions). Le solde 2017 a été adapté en raison d'un retraitement. Explication de la correction p. 170.

G23 Autres engagements à court terme

CHF 1000	2017	2018	Evolution
Tiers	27 011	21 245	-5 766
Total	27 011	21 245	-5 766

Les **autres dettes** à court terme enregistrent un recul de 5,8 millions de francs (2017: + 5,5 millions) résultant essentiellement d'une diminution des postes ouverts liés aux prestations sociales.

G24 Provisions à court terme

CHF 1000	Personnel et prévoyance	Restructuration	Autres provisions	Impôts	Total
Valeur comptable au 1.1.2017	3 320	8 433	9 471	-	21 224
Constitution	744	1 226	569	-	2 539
Utilisation	-2 685	-6 446	-3 803	-	-12 934
Dissolution	-590	-2 042	-2 842	-	-5 474
Reclassification	2 200	2 954	382	-	5 536
Valeur comptable au 31.12.2017	2 989	4 125	3 777	-	10 891
Constitution	2 806	8 804	13 863	17 811	43 284
Utilisation	-2 927	-1 446	-1 836	-	-6 209
Dissolution	-50	-4 594	-737	-	-5 381
Reclassification	2 200	3 679	1 423	-	7 302
Valeur comptable au 31.12.2018	5 018	10 568	16 490	17 811	49 887

Les provisions figurant à la rubrique **personnel et prévoyance** s'élèvent à 5,0 millions de francs (2017: 3,0 millions). Elles se composent de 2,2 millions de francs (2017: 2,2 millions) pour les primes de fidélité, de 2,2 millions de francs pour les absences prolongées pour cause de maladie et de 0,6 million de francs (2017: 0,8 million) pour les paiements de compensation envers les collaborateurs. Les **provisions pour restructuration** se montent à 10,6 millions de francs (2017: 4,1 millions) et doivent être utilisées dans le cadre de plans sociaux. Les **autres provisions** se montent à 16,5 millions de francs (2017: 3,8 millions). Sur cette somme, 14,2 millions de francs (2017: 1,0 million) sont prévus pour le démantèlement des réseaux OUC et TNT. Les 2,3 million de francs restants se répartissent sur différents postes de moindre importance. Les **impôts** s'élèvent à 17,8 millions de francs; ils sont liés à la vente d'un terrain.

G25 Comptes de régularisation passif

CHF 1000	2017	2018	Evolution
Tiers	69 951	55 235	-14 716
Sociétés proches	2 617	26	-2 591
Total	72 568	55 261	-17 307

Par rapport à l'exercice précédent, les **comptes de régularisation passifs** ont reculé de 17,3 millions de francs (2017: +5,3 millions) en raison notamment de l'abandon d'une régularisation en lien avec la vente d'une participation.

G26 Engagements financiers à long terme

CHF 1000	2017	2018	Evolution
Encaissement anticipé de la redevance	250 000	350 000	100 000
Total	250 000	350 000	100 000

Les **prêts contre reconnaissance de dette** courent respectivement jusqu'à fin septembre 2023 (250,0 millions) et à fin octobre 2025 (100,0 millions de francs).

G27 Provisions à long terme

CHF 1000	Personnel et prévoyance	Restructura- tion	Autres provisions	Impôts différés	Total
Valeur comptable au 1.1.2017	48 050	6 521	8 754	236	63 561
Constitution	5 708	750	6 121	-	12 579
Utilisation	-11 505	-331	-980	-	-12 816
Dissolution	-828	-307	-873	-19	-2 027
Reclassification	-2 200	-2 954	-382	-	-5 536
Valeur comptable au 31.12.2017	39 225	3 679	12 640	217	55 761
Constitution	6 578	12 255	16 176	-	35 009
Utilisation	-4 968	-	-241	-	-5 209
Dissolution	-75	-	-802	-	-877
Reclassification	-2 200	-3 679	-1 423	-	-7 302
Valeur comptable au 31.12.2018	38 560	12 255	26 350	217	77 382

Les provisions à long terme figurant à la rubrique **personnel et prévoyance** couvrent les soldes de temps et les primes de fidélité des collaborateurs à hauteur de 38,6 millions de francs (2017: 39,2 millions). Les taux actuariels utilisés pour l'escompte des primes de fidélité correspondent aux taux d'intérêt des obligations de caisse de la Confédération. Les **provisions de restructuration** comprennent les coûts des mesures liées aux plans sociaux pour un montant de 12,3 millions de francs (2017: 3,7 millions). Les **autres provisions** sont principalement constituées de provisions pour les litiges juridiques à hauteur de 6,9 millions francs (2017: 6,0 millions), pour les frais de remise en état de bâtiments et de parties de bâtiment loués à hauteur de 1,4 million (2017: 2,8 millions), de provisions pour les projets de construction en cours à hauteur de 5,1 millions de francs (2017: 2,3 millions) et de 12,2 millions de francs (2017: 0,8 million) pour le démantèlement des réseaux OUC et TNT.

Autres indications

G 28 Engagements conditionnels et engagements non inscrits au bilan/créances

Il existe dans le cadre du Pacte de l'audiovisuel des obligations d'acceptation d'un total de 27,5 millions de francs (2017: 54,9 millions) pour l'année 2019. La Business Unit Sport a conclu des contrats pour des manifestations sportives à venir pour un montant de 147,5 millions de francs (2017: 160,0 millions). Les autres engagements non inscrits au bilan pour des contrats de programme s'élèvent à 19,5 millions de francs (2017: 23,0 millions). Des contrats de bail à long terme et des contrats de superficie ont été signés pour un montant de 124,5 millions de francs (2017: 159,4 millions). 12,7 millions arriveront à échéance au cours des douze prochains mois, 36,2 millions dans deux à cinq ans et 75,6 millions dans plus de cinq ans. Les autres contrats à long terme relevant des activités ordinaires se montent à 384,6 millions de francs (2017: 435,9 millions).

Les garanties bancaires s'élèvent à plus de 9,3 millions de francs (2017: 10,6 millions). Les litiges juridiques en cours, qui n'apparaissent pas au bilan, se chiffrent à 15,0 millions de francs (2017: 15,9 millions). Les autres engagements conditionnels s'élèvent à 30,0 millions de francs (2017: 27,6 millions).

Il découle du système de redevance 2018 des créances ouvertes d'une valeur nominale de 39,4 millions de francs auprès de BILLAG et de l'OFCOM. Ces créances ayant déjà été transférées au recouvrement légal, il faut s'attendre à un important montant irrécouvrable. L'intégralité des frais de recouvrement et les éventuels remboursements légaux aux personnes s'acquittant de la redevance doivent tout d'abord avoir été réglés avant que l'OFCOM n'approuve un versement à la SSR sur la base des montants recouverts.

G 29 Instruments financiers dérivés

CHF 1000	Valeurs contractuelles	Valeurs d'acquisition	
		positives	négatives
Opérations de change à option ouvertes 2017			
Achat Euro	64 887	2 927	-
Achat US-Dollar	11 314	421	-
Total achat	76 201	3 348	-
Total des opérations de change à option au 31.12.2017	76 201	3 348	-
Opérations de change à option ouvertes 2018			
Achat Euro	61 279	2	445
Achat US-Dollar	11 424	381	-
Total achat	72 703	383	445
Total des opérations de change à option au 31.12.2018	72 703	383	445

Les instruments destinés à garantir le futur cashflow ne sont pas portés au bilan; en attendant la réalisation de celui-ci, ils figurent uniquement dans l'annexe.

G 30 Institution de prévoyance

Le principe de présentation appliqué est conforme à la Swiss GAAP RPC 16. Les répercussions économiques réelles des plans de prévoyance sur la SSR sont évaluées et portées au bilan à la date de clôture de ce dernier. Les plans de prévoyance de la SSR sont axés sur les cotisations et sur les prestations. Les éléments de fortune de ces plans sont regroupés, indépendamment du patrimoine de la SSR et de ses filiales, auprès d'institutions de prévoyance juridiquement autonomes. Les plans de prévoyance sont financés au moyen des cotisations des employés et de l'employeur, excepté dans le cas de la caisse des cadres, financée par des fonds patronaux. L'assurance des collaborateurs de la SSR couvre les risques d'invalidité et de décès ainsi que la prévoyance vieillesse. Au 31 décembre 2018, le cercle des personnes assurées se composait de 6634 assurés actifs (2017: 6726) et de 2373 bénéficiaires de prestations (2017: 2277).

Comptes
du groupe

L'évolution de la réserve de cotisations de l'employeur et des données économiques (utilité, engagement) en référence aux institutions de prévoyance se présente comme suit:

Réserve de cotisations de l'employeur

	CHF 1000					Résultat réserves dans charges de personnel	
	Valeur nominale 2018	Renoncia- tion à l'utilisa- tion 2018	Constitu- tion 2018	Bilan 31.12.18	Bilan 31.12.17	2018	2017
Fonds patronaux/institutions de prévoyance	1 526	-	-	1 516	1 526	-10	-
Total	1 526	-	-	1 516	1 526	-10	-

Avantage/engagement économique et charges de prévoyance

	CHF 1000					Charges de prévoyance dans charges de personnel	
	Excédent/ déficit	Part économique de 31.12.18	31.12.17	Var. exer. préc. et avec effet sur résultat de l'exercice	Cotisa- tions ajustées à la période	2018	2017
Prévoyance cadres tpc	281	-	-	-	410	410	421
Prévoyance cadres SSR maison mère	2 738	-	-	-	4 361	4 361	4 304
Fonds patronaux/institutions de prévoyance patronales	3 019	-	-	-	4 771	4 771	4 725
tpc	-	-	-	-	7 649	7 649	10 365
SSR maison mère	-	-	-	-	62 138	62 138	61 753
Swiss TXT	-	-	-	-	1 086	1 086	1 047
Plan de prévoyance sans excédent / déficit de couverture	-	-	-	-	70 873	70 873	73 165
Plan de prévoyance avec excédent de couverture	-	-	-	-	-	-	-
Plan de prévoyance avec déficit de couverture	-	-	-	-	-	-	-
Total avantage/engagement économique et charges de prévoyance	3 019	-	-	-	75 644	75 644	77 890

Situation financière de la CPS

Les répercussions économiques sur l'employeur sont déterminées sur la base de la situation financière de l'institution de prévoyance à la clôture de l'exercice précédent, au 31 décembre 2017. S'il y a lieu de croire que des évolutions majeures se sont produites depuis la clôture du dernier exercice, leurs incidences devront être prises en compte. Au 31 décembre 2018, le taux de couverture de la CPS atteignait 98,5 % (2017: 104,8 %). Ce taux a été calculé sur la base du taux technique actuel (2,75 %) et tient compte de son abaissement à 2,25 % au 1er janvier 2020.

Comptes
du groupe**G 31 Engagements envers des institutions de prévoyance**

Les engagements à court terme envers les caisses de pension s'élèvent à 0,6 million au 31 décembre 2018 (2017: 0,4 million).

G 32 Honoraires de l'organe de révision

Pour les prestations en lien avec la révision ordinaire, des honoraires d'un montant de 0,3 million de francs (2017: 0,3 million) ont été convenus avec l'organe de révision.

G 33 Evaluation des risques

Les organes responsables de l'entreprise procèdent à la saisie et à l'évaluation systématiques des risques. La gestion des risques fait partie intégrante des instruments de direction de la SSR. Elle constitue un élément fixe des processus commerciaux et de direction en termes de prise de décision et de responsabilité. Elle englobe la culture, les processus et les structures visant à gérer efficacement les opportunités et les dangers dans le contexte opérationnel et stratégique. Les responsabilités et l'organisation de la gestion des risques ont été définies par le Conseil d'administration SSR dans une politique ad hoc. Chaque année, les risques susceptibles d'affecter l'entreprise sont réévalués aux principaux échelons de direction. Cette démarche itérative vise à repérer les principaux risques et à engager les mesures et les projets nécessaires. En 2018, cette procédure a permis d'identifier les risques majeurs dans les catégories suivantes à l'échelle de l'entreprise: politique et régulation, conjoncture, marché de capitaux et caisse de pension, modes de consommation et besoins du public, actions de la concurrence, structure de l'organisation, coopérations, marketing, projets et systèmes, sûreté, sécurité informatique et mouvements de trésorerie. Des mesures adéquates ont été définies en vue de contrôler les risques identifiés.

G 34 Transactions avec des sociétés liées

Les recettes – principalement sous forme de ventes publicitaires et de sponsoring – réalisées avec des sociétés liées s'élèvent à 113,5 millions de francs en 2018 (2017: 247,0 millions). Les charges s'élèvent à un montant total de 23,9 millions de francs (2017: 30,4 millions): 9,0 millions de francs (2017: 19,9 millions) pour les droits cinématographiques, 13,1 millions de francs (2017: 9,5 millions) pour des contributions d'exploitation et 1,8 million de francs (2017: 1,0 million) pour des fondations d'archives cinématographiques.

Des frais de location et de gestion à hauteur de 1,2 million de francs (2017: 1,3 million) n'ont pas été facturés à la Caisse de pension CPS, car cela aurait induit une importante charge administrative qui aurait été refacturée à la SSR.

Les soldes des créances et engagements correspondants sont comptabilisés séparément dans les comptes annuels. Les recettes et les dépenses des sociétés associées aliénées figurent au bilan jusqu'à mi-2018 (date de vente).

G 35 Evénements survenus après la clôture du bilan

Après la clôture du bilan et jusqu'à l'approbation des comptes de la maison mère par le Conseil d'administration le 10 avril 2019, il ne s'est produit aucun autre événement qu'il faille mentionner dans le présent rapport.

G 36 Information par segment 2017

mio. CHF				
	Radio	TV	Activités de tiers	2017
Redevance	457,1	761,4	-	1 218,5
Recettes commerciales	16,7	280,5	2,6	299,8
Autres produits	6,9	35,8	30,9	73,6
Produit d'exploitation	480,7	1 077,7	33,5	1 591,9
Schweizer Radio und Fernsehen (SRF) et tpc	139,4	425,7	7,6	572,7
Radio Télévision Suisse (RTS)	110,3	265,6	3,4	379,3
Radiotelevisione svizzera di lingua italiana (RSI)	71,1	163,7	2,3	237,1
Radio e Televisiun Rumantscha (RTR)	13,3	11,6	0,2	25,1
SWI swissinfo.ch (SWI)	5,6	13,0	-	18,6
Unités d'organisation nationales et autres sociétés filiales	99,7	222,3	8,0	330,0
Charges d'exploitation	439,4	1 101,9	21,5	1 562,8
Résultat d'exploitation	41,3	-24,2	12,0	29,1

G 36 Information par segment 2018

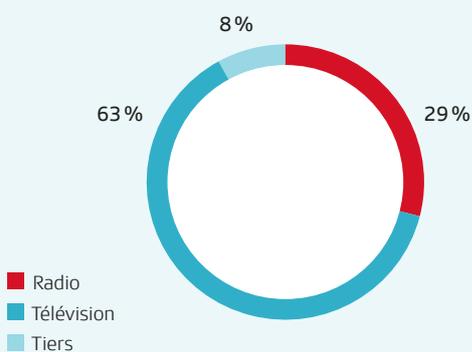
mio. CHF				
	Radio	TV	Activités de tiers	2018
Redevance	454,1	752,3	0,0	1 206,4
Recettes commerciales	15,1	263,7	9,2	288,0
Autres produits	5,8	27,4	118,5	151,7
Produit d'exploitation	475,0	1 043,4	127,7	1 646,1
Schweizer Radio und Fernsehen (SRF) et tpc	138,0	432,0	20,9	591,0
Radio Télévision Suisse (RTS)	108,5	272,0	5,0	385,5
Radiotelevisione svizzera di lingua italiana (RSI)	75,1	164,6	3,9	243,6
Radio e Televisiun Rumantscha (RTR)	14,4	11,0	0,3	25,6
SWI swissinfo.ch (SWI)	5,5	12,8	0,0	18,3
Unités d'organisation nationales et autres sociétés filiales	110,4	251,7	6,5	368,6
Charges d'exploitation	451,9	1 144,1	36,6	1 632,6
Résultat d'exploitation	23,1	-100,7	91,1	13,5

G 37 Personnel

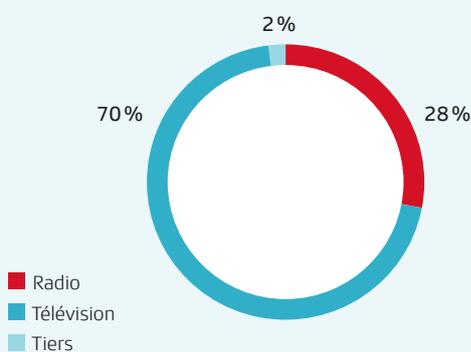
	2017	2018	Evolution
Nombre de personnes			
Schweizer Radio und Fernsehen (SRF) et tpc	3 064	3 053	-11
Radio Télévision Suisse (RTS)	1 901	1 856	-45
Radiotelevisione svizzera di lingua italiana (RSI)	1 178	1 157	-21
Radio e Televisiun Rumantscha (RTR)	174	175	1
SWI swissinfo.ch (SWI)	106	108	2
Unités d'organisation nationales et autres sociétés filiales	754	736	-18
Total	7 177	7 085	-92
Postes à temps plein (en moyenne annuelle)			
Schweizer Radio und Fernsehen (SRF) et tpc	2 288	2 302	14
Radio Télévision Suisse (RTS)	1 564	1 551	-13
Radiotelevisione svizzera di lingua italiana (RSI)	1 038	1 029	-9
Radio e Televisiun Rumantscha (RTR)	134	135	1
SWI swissinfo.ch (SWI)	85	84	-1
Unités d'organisation nationales et autres sociétés filiales	624	615	-9
Total	5 733	5 716	-17

Comptes
du groupe

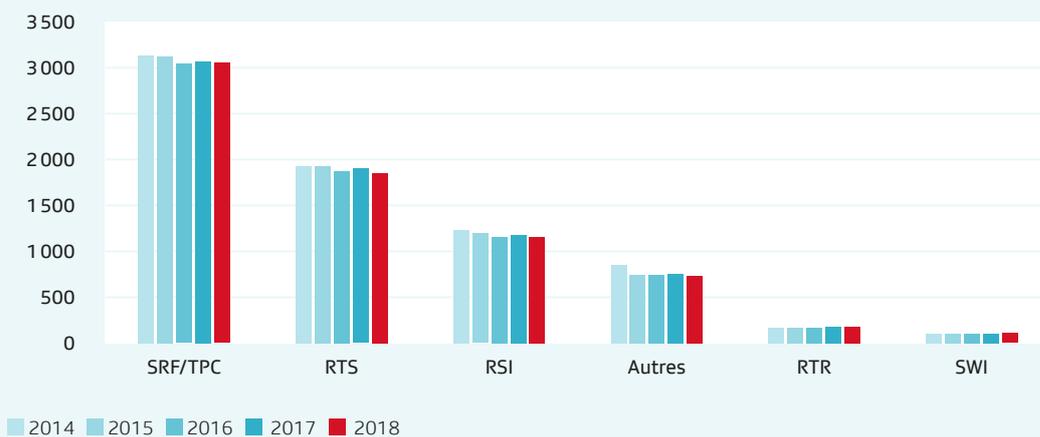
Produit par segment 2018



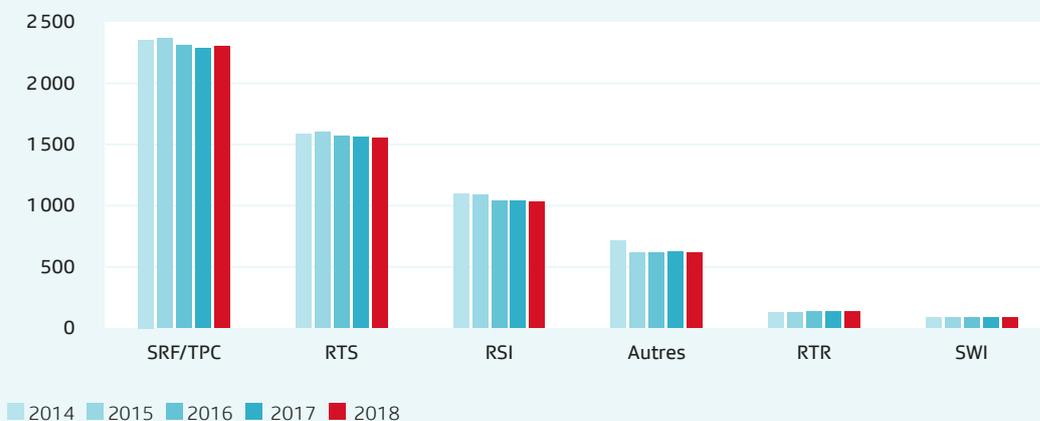
Charges par segment 2018



Nombre de personnes 2014–2018



Postes à plein temps 2014–2018



G38 Liste des participations au 31 décembre 2018

	Monnaie	Capital de base en monnaie nationale, en milliers	Participation SSR en %	Méthode de consolidation*
Sociétés du groupe (participation entre 50,1 % et 100 %)				
Technology and Production Center Switzerland AG, Zurich				
Fabrication de produits audiovisuels pour diffuseurs TV suisses et étrangers	CHF	10 010	100,0	intég.
Swiss TXT AG, Bienne				
Télétexte et Data Broadcast	CHF	1 000	100,0	intég.
Telvetia SA, Berne				
Participations dans la domaine de la radiodiffusion	CHF	1 000	100,0	intég.
Sociétés en participation (participation entre 20 % et 50,0 %)				
SMD Schweizer Mediendatenbank AG, Zurich				
Exploitation d'une banque de données online pour les médias	CHF	108	33,3	Equity
Viasuisse AG, Bienne				
Acquisition, mise en forme et commercialisation de services d'information routière	CHF	340	36,1	Equity
Autres participations (participation inférieure à 20 % ou de moindre importance)				
Euronews (Secemie) SA, Lyon	EUR	26 884	1,3	AW
SwissMediaCast AG, Zurich	CHF	1 030	10,0	AW
Institut für Rundfunktechnik GmbH, Munich	EUR	140	5,7	AW
Radio Events GmbH, Berne	CHF	20	50,0	AW
Romandie Médias SA, Neuchâtel	CHF	750	9,8	AW
Keystone-SDA-ATS AG, Berne	CHF	2 857	7,0	AW
TV5 Monde SA, Paris	EUR	137	11,1	AW
Swiss Radioplayer GmbH, Berne	CHF	20	25,0	AW

* Méthode de consolidation : (consolidation) intégrale, (mise en) équivalence, v.a. (valeur d'acquisition)

Comptes
du groupe

Demande

Selon la réunion du Conseil d'administration du 10 avril 2019, compte tenu des commentaires qui précèdent sur les comptes du groupe 2018 et du rapport ci-après de l'organe de révision, nous proposons à l'Assemblée des délégués de la SSR du 26 avril 2019 d'approuver les comptes du groupe 2018.

Société suisse de radiodiffusion et télévision



Le président
Jean-Michel Cina



Le directeur général
Gilles Marchand

Rapport de l'organe de révision

A l'Assemblée des délégués de la Société suisse de radiodiffusion et télévision, Berne

Rapport de l'organe de révision sur les comptes consolidés

En notre qualité d'organe de révision, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la Société suisse de radiodiffusion et télévision, comprenant le bilan, le compte de résultat, le tableau des flux de trésorerie, le tableau des capitaux propres et l'annexe (pages 166 - 190) pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2018.

Responsabilité du Conseil d'administration

La responsabilité de l'établissement des comptes consolidés, conformément aux Swiss GAAP RPC, aux dispositions légales et aux statuts, incombe au Conseil d'administration. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le maintien d'un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes consolidés afin que ceux-ci ne contiennent pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En outre, le Conseil d'administration est responsable du choix et de l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que des estimations comptables adéquates.

Responsabilité de l'organe de révision

Notre responsabilité consiste, sur la base de notre audit, à exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Nous avons effectué notre audit conformément à la loi suisse et aux Normes d'audit suisses. Ces normes requièrent de planifier et réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les comptes consolidés ne contiennent pas d'anomalies significatives. Un audit inclut la mise en œuvre de procédures d'audit en vue de recueillir des éléments probants concernant les valeurs et les informations fournies dans les comptes consolidés. Le choix des procédures d'audit relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation des risques que les comptes consolidés puissent contenir des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en compte le système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes consolidés pour définir les procédures d'audit adaptées aux circonstances, non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comprend, en outre, une évaluation de l'adéquation des méthodes comptables appliquées, du caractère plausible des estimations comptables effectuées ainsi qu'une appréciation de la présentation des comptes consolidés dans leur ensemble. Nous estimons que les éléments probants recueillis constituent une base suffisante et adéquate pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion d'audit

Selon notre appréciation, les comptes consolidés pour l'exercice arrêté au 31 décembre 2018 donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats, conformément aux Swiss GAAP RPC, et sont conformes à la loi suisse et aux statuts.

Rapport sur d'autres dispositions légales

Nous attestons que nous remplissons les exigences légales d'agrément conformément à la loi sur la surveillance de la révision (LSR) et d'indépendance (art. 728 CO) et qu'il n'existe aucun fait incompatible avec notre indépendance. Conformément à l'art. 728a al. 1 chiffre 3 CO et à la Norme d'audit suisse 890, nous attestons qu'il existe un système de contrôle interne relatif à l'établissement des comptes consolidés, défini selon les prescriptions du Conseil d'administration.

Nous recommandons d'approuver les comptes consolidés qui vous sont soumis.

BDO SA



Martin Nay
Expert-réviser agréé
Réviser responsable



Matthias Hildebrandt
Expert-réviser agréé

Berne, le 10 avril 2019